

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 543

6 mars 2013

SOMMAIRE

Actaris Capital	26021	Reliance Investments S.à r.l.	26037
Apulia S.A.	26018	Renova S.A.	26038
BHW Bausparkasse, Aktiengesellschaft ..	26024	RFR Lux Holdings S. à r.l.	26038
Dedel S.A., SPF	26019	Riteco Capital A.G.	26042
DEMA SPF S.A.	26021	Riviera Homes S.à r.l.	26042
"Eumi Tra" Holding Company B.V./S.à r.l.	26044	Safindi	26063
Immobilière EDEN Sàrl	26021	Saggitarius Investments S.A.	26063
Inland Navigation Luxembourg S.A.	26020	Salzegg Sàrl	26021
Interfund Sicav	26018	Same Day Consulting	26063
International Real Estate Corporation Hol- dings S.A. SPF	26018	Samson	26043
International Real Estate Properties S.A.	26020	Sankaty European Investments, S.à r.l. ...	26043
Juliet	26023	Sayo Holding S.à r.l.	26063
Koinè Hestia S.A.	26020	Sherpa Capital Partners S.A.	26043
LAD Invest Soparfi S.à r.l.	26064	Signalhorn S.à r.l.	26044
Menado-Trading e Serviços Internacionais S.à r.l.	26038	Smurfit Kappa Feeder Holdings S.à r.l. ...	26044
Mikado Holdings S.à r.l.	26044	Solar Power Investment Co. S.A.	26062
Qwazar Capital S.A., SICAV-FIS	26024	Solarsoft Luxembourg S.à r.l.	26062
Rakuten Europe S.à r.l.	26037	Star Group S.A., société de gestion de pa- trimoine familial, "SPF"	26019
Ramona S.à r.l.	26037	Structured Solutions	26062
Reliance Investments S.à r.l.	26037	UniGarant: ChancenVielfalt (2020)	26023
		Valichka S.A., SPF	26019
		w & p european equity	26023

Apulia S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-5401 Ahn, 7, route du Vin.
R.C.S. Luxembourg B 148.212.

Sie werden hiermit zu einer

ORDENTLICHEN HAUPTVERSAMMLUNG

der Aktionäre von Apulia S.A., welche am 22. März 2013 um 10.00 Uhr am Gesellschaftssitz mit der nachfolgenden Tagesordnung stattfinden wird, eingeladen:

Tagesordnung:

1. Berichte des Verwaltungsrates und des Kommissars
2. Vorlage und Genehmigung der Bilanz und Gewinn- und Verlustrechnung per 31.12.2011
3. Entlastung der Verwaltungsrates und des Kommissars
4. Verschiedenes

Im Namen und Auftrag des Verwaltungsrates.

Référence de publication: 2013026306/16.

Interfund Sicav, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1212 Luxembourg, 17A, rue des Bains.
R.C.S. Luxembourg B 8.074.

Les Actionnaires sont invités à assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

des Actionnaires qui se tiendra à Luxembourg, 17a, rue des Bains, le 26 mars 2013 à 10 heures du matin.

Ordre du jour:

- Rapports du Conseil d'Administration et des Réviseurs d'entreprises.
- Présentation et approbation des Etats des actifs nets et des Etats des opérations des compartiments, clôturés au 31 décembre 2012;
Présentation et approbation du Bilan et du Compte de Pertes et Profits globalisés de la SICAV, clôturés au 31 décembre 2012.
- Décharge à donner aux Administrateurs.
- Nominations statutaires.

Les Actionnaires désirant assister à l'Assemblée peuvent demander une carte d'admission auprès des banques énumérées ci-après :

- Fideuram Bank (Luxembourg) S.A., Luxembourg
- Banque et Caisse d'Epargne de l'Etat, Luxembourg
- Kredietbank S.A. Luxembourgeoise, Luxembourg
- BGL BNP Paribas Luxembourg, Luxembourg

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION.

Référence de publication: 2013028817/24.

International Real Estate Corporation Holdings S.A. SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-2535 Luxembourg, 16, boulevard Emmanuel Servais.
R.C.S. Luxembourg B 28.304.

Messieurs les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le 25 mars 2013 à 15.00 heures au siège social avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. lecture du rapport de gestion du Conseil d'Administration et du rapport du Commissaire aux Comptes portant sur l'exercice se clôturant au 31 décembre 2012;
2. approbation des comptes annuels au 31 décembre 2012;
3. affectation des résultats au 31 décembre 2012;

4. vote spécial conformément à l'article 100, de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales;
5. ratification de la cooptation d'un Administrateur et décharge accordée à l'Administrateur démissionnaire;
6. décharge aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes;
7. divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2013030219/10/20.

Dedel S.A., SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1116 Luxembourg, 6, rue Adolphe.

R.C.S. Luxembourg B 138.729.

Les actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra au siège social 6, rue Adolphe, L-1116 Luxembourg, le 27 mars 2013 à 14.00 heures, pour délibérer sur l'ordre du jour conçu comme suit:

Ordre du jour:

1. Présentation des comptes annuels, du rapport du conseil d'administration et du rapport du commissaire aux comptes pour l'exercice clos au 31 décembre 2012,
2. Approbation des comptes annuels au 31 décembre 2012 et affectation du résultat,
3. Décharge à donner aux administrateurs et au commissaire aux comptes,
4. Nominations statutaires,
5. Divers.

Le Conseil d'administration.

Référence de publication: 2013030920/833/18.

Star Group S.A., société de gestion de patrimoine familial, "SPF", Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-2311 Luxembourg, 3, avenue Pasteur.

R.C.S. Luxembourg B 63.756.

Le Conseil d'Administration a l'honneur de convoquer Messieurs les actionnaires par le présent avis, à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui aura lieu le 22 mars 2013 à 10.00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Approbation des rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes.
2. Approbation du bilan et du compte de profits et pertes au 31 décembre 2012, et affectation du résultat.
3. Décharge à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes pour l'exercice de leur mandat au 31 décembre 2012.
4. Divers.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION.

Référence de publication: 2013030921/1023/17.

Valichka S.A., SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1116 Luxembourg, 6, rue Adolphe.

R.C.S. Luxembourg B 138.728.

Les actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra au siège social 6, rue Adolphe, L-1116 Luxembourg, le 27 mars 2013 à 15.00 heures, pour délibérer sur l'ordre du jour conçu comme suit:

Ordre du jour:

1. Présentation des comptes annuels, du rapport du conseil d'administration et du rapport du commissaire aux comptes pour l'exercice clos au 31 décembre 2012,
2. Approbation des comptes annuels au 31 décembre 2012 et affectation du résultat,
3. Décharge à donner aux administrateurs et au commissaire aux comptes,

4. Nominations statutaires,
5. Divers.

Le Conseil d'administration.

Référence de publication: 2013030922/833/18.

Koinè Hestía S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1325 Luxembourg, 3, rue de la Chapelle.
R.C.S. Luxembourg B 138.893.

Messieurs les Actionnaires sont convoqués par le présent avis à

L'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

Qui aura lieu le *15 mars 2013* à 10 heures au 23, rue Aldringen - L-1118 Luxembourg, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Nomination des Administrateurs.
2. Nomination du Commissaire aux Comptes.
3. Transfert du siège social.
4. Divers.

KAIRÓS ESTATE S.A.

Pour l'Actionnaire

Les Administrateurs

Référence de publication: 2013023782/17.

Inland Navigation Luxembourg S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-5401 Ahn, 7, route du Vin.
R.C.S. Luxembourg B 78.719.

Sie werden hiermit zu einer

ORDENTLICHEN HAUPTVERSAMMLUNG

der Aktionäre von Inland Navigation Luxembourg S.A., welche am *15. März 2013* um 10.00 Uhr am Gesellschaftssitz mit der nachfolgenden Tagesordnung stattfinden wird, eingeladen:

Tagesordnung:

1. Berichte des Verwaltungsrates und des Kommissars;
2. Vorlage und Genehmigung der Bilanz und Gewinn- und Verlustrechnung per 31.12.2010;
3. Beschlussfassung über die Gewinn und Verlustwendungen;
4. Entlastung der Verwaltungsrates und des Kommissars;
5. Mandatsänderung;
6. Verschiedenes.

Im Namen und Auftrag des Verwaltungsrates.

Référence de publication: 2013025010/18.

International Real Estate Properties S.A., Société Anonyme (en liquidation).

Siège social: L-1621 Luxembourg, 24, rue des Genêts.
R.C.S. Luxembourg B 124.328.

Mesdames et Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le jeudi *14 mars 2013* à 15.00 heures au siège social de la société, à l'effet de délibérer sur l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Présentation et approbation des comptes annuels clôturés au 31 décembre 2009, au 31 décembre 2010 et au 31 décembre 2011.
2. Affectation des résultats au 31 décembre 2009, au 31 décembre 2010 et au 31 décembre 2011.
3. Rapport du liquidateur sur l'état de la liquidation.
4. Décharge au liquidateur.
5. Divers.

Pour assister à cette assemblée, Mesdames et Messieurs les actionnaires sont priés de déposer leurs titres cinq jours francs avant l'assemblée au siège social de la société.

Le liquidateur.

Référence de publication: 2013026305/1429/20.

Actaris Capital, Société Anonyme.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 94.006.

Les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

L'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

qui aura lieu le 15 mars 2013 à 16:00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport de gestion du Conseil d'Administration et rapport du Commissaire aux comptes
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 décembre 2012
3. Décharge aux Administrateurs et au Commissaire aux comptes
4. Divers

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2013026312/795/15.

DEMA SPF S.A., Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1150 Luxembourg, 287, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 39.335.

Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui aura lieu le 15 mars 2013 à 15.00 heures, au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport de gestion du Conseil d'Administration et rapport du commissaire.
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31.12.2012.
3. Décharge à donner aux administrateurs et au commissaire.
4. Ratification de la nomination d'un administrateur.
5. Divers.

Pour le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2013029552/660/16.

Immobilière EDEN Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-3861 Schiffange, 108, rue de Noertzange.

R.C.S. Luxembourg B 105.811.

Salzegg Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-3861 Schiffange, 106, rue de Noertzange.

R.C.S. Luxembourg B 153.068.

PROJET DE FUSION

L'an deux mille treize, le quatorze janvier.

Pardevant Nous Maître Carlo WERSANDT, notaire de résidence à Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg), soussigné;

A COMPARU

Madame Mara CARDUCCI, infirmière diplômée, demeurant professionnellement à Schiffange, agissant en sa qualité de:

- 1) gérante de la société à responsabilité limitée "Immobilière EDEN SARL",
 - 2) mandataire du gérant de la société à responsabilité limitée "SALZEGG SARL",
- en vertu d'un pouvoir lui conféré suivant décisions du gérant du 3 janvier 2013,

une copie conforme desdites décisions, après avoir été signée "ne varietur" par la comparante et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte pour être formalisée avec lui.

La comparante, agissant en sa double capacité indiquée ci-dessus, a requis le notaire instrumentant d'acter le projet de fusion ci-après:

A. Description des sociétés à fusionner

1. Société Absorbée. La société à responsabilité limitée "SALZEGG SARL", ci-après désignée la «Société Absorbée», établie et ayant son siège social à L-3861 Schiffange, 106, rue de Noertzange, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, section B, sous le numéro 153068, constituée le 22 avril 2010 par acte reçu par le notaire instrumentant, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 1356 du 1^{er} juillet 2010 et dont les statuts ont été modifiés par acte du même notaire en date du 23 décembre 2010, publié au Mémorial C numéro 672 du 8 avril 2011.

Son capital souscrit et entièrement libéré s'élève à un million d'euros (EUR 1.000.000,-) euros, divisé en dix mille (10.000) parts sociales d'une valeur nominale de cent euros (EUR 100,-) chacune.

2. Société Absorbante. La société à responsabilité limitée "Immobilière EDEN SARL", ci-après désignée la «Société Absorbante», ayant son siège social à L-3861 Schiffange, 108, rue de Noertzange, inscrite au Registre de Commerce et des sociétés de Luxembourg sous le numéro B 105811, constituée suivant acte reçu par Maître Frank MOLITOR, notaire de résidence à Dudelange, en date du 21 janvier 2005, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 480 du 23 mai 2005, dont les statuts ont été modifiés en dernier lieu par acte reçu par Maître Jean SECKLER, notaire de résidence à Junglinster, en date du 27 décembre 2006, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 601 du 13 avril 2007.

Son capital souscrit et entièrement libéré s'élève à cent vingt-sept mille cinq cents euros (EUR 127.500,-), divisé en mille vingt (1.020) parts sociales d'une valeur nominale de cent vingt-cinq euros (EUR 125,-).

B. Modalités de la Fusion

1. Le type de fusion envisagé est une fusion par voie d'absorption de "SALZEGG SARL", la Société Absorbée, par "Immobilière EDEN SARL", la Société Absorbante, à l'issue de laquelle la Société Absorbante acquerra de plein droit par voie de transmission universelle tous les actifs et passifs de la Société Absorbée.

La fusion est motivée par la nécessité de réorganiser et de regrouper les activités de ces deux sociétés, de manière à ne plus former qu'une seule entité exerçant la même activité.

2. Le projet de fusion est basé sur les bilans de la Société Absorbée et de la Société Absorbante établis à la date du 31 décembre 2012.

Tous les actifs et tous les passifs de la Société Absorbée seront considérés d'un point de vue comptable comme transférés à la Société Absorbante avec effet au 1^{er} janvier 2013 et tous bénéfices ou pertes réalisées par la Société Absorbée après cette date sont censés réalisés pour le compte de la Société Absorbante.

3. La fusion sera effectivement réalisée à la date où sont intervenues les décisions concordantes prises au sein des sociétés en cause c'est-à-dire à la date de la dernière assemblée générale des sociétés fusionnantes adoptant la fusion et sera opposable aux tiers après la publication de ces assemblées au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

4. Toutes les parts sociales émises dans la Société Absorbée et toutes les parts sociales émises dans la Société Absorbante sont directement détenues par le même associé unique, Eden Management, qui bénéficie, de ce fait, d'une détention directe de cent pourcent dans la Société Absorbée et dans la Société Absorbante.

Pour les dix mille (10.000) parts sociales existantes dans la Société Absorbée, huit mille (8.000) parts sociales de la Société Absorbante ayant les mêmes droits et obligations que les parts sociales existantes de la Société Absorbante et d'une valeur nominale de EUR 125,- seront émises au bénéfice d'Eden Management.

Dès lors, en échange du transfert des actifs et passifs de la Société Absorbée, la Société Absorbante procédera à une augmentation de capital d'un montant de un million d'euros (EUR 1.000.000,-), pour le porter de son montant actuel de cent vingt-sept mille cinq cents euros (EUR 127.500,-) à un million cent vingt-sept mille cinq cents (EUR 1.127.500,-) par l'émission de huit mille (8.000) parts sociales d'une valeur nominale de EUR 125,-.

5. Il n'est accordé, par l'effet de la fusion, aucun avantage particulier ni aux gérants, ni aux experts, des deux sociétés qui fusionnent.

6. Il n'y a dans la Société Absorbée ni associés ayant des droits spéciaux ni porteurs de titres autres que des parts sociales.

7. La fusion par absorption entraînera de plein droit toutes les conséquences prévues par l'article 274 de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales. Ainsi, par l'effet de la fusion, la Société Absorbée sera dissoute et toutes les parts sociales qu'elle a émises seront annulées.

8. Le mandat du gérant de la Société Absorbée prend fin à la date d'effet de la fusion. Décharge entière est accordée au gérant de la Société Absorbée.

9. Conformément à l'article 265(3) et à l'article 266(5) de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, ni un rapport du gérant ni un rapport d'un expert indépendant relatif au projet de fusion («les Rapports Spéciaux») n'est nécessaire, étant entendu que l'associé accorde une dispense d'établir des Rapports Spéciaux pour chacune des deux

sociétés qui fusionnent. Cette dispense sera confirmée par Eden Management en tant qu'associé unique pour chacune des deux sociétés qui fusionnent lors de l'assemblée générale des associés des deux sociétés approuvant la fusion.

10. L'associé unique de la Société Absorbée et de la Société Absorbante a le droit, un mois au moins avant la date de la réunion de l'Assemblée Générale Extraordinaire appelée à se prononcer sur le projet de fusion, de prendre connaissance au siège social de la société dont il est associé, du projet de fusion, des comptes annuels, y compris ceux au 31 décembre 2012 ainsi que des rapports de gestion et tous autres documents, tels que déterminés à l'article 267 de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales.

11. Les documents sociaux de la Société Absorbée seront conservés pendant le délai légal au siège de la Société Absorbante.

12. La Société Absorbante procédera à toutes les formalités nécessaires ou utiles pour donner effet à la fusion et à la cession de tous les avoirs et obligations par la Société Absorbée à la Société Absorbante.

13. Les assemblées générales extraordinaires de la Société Absorbée et de la Société Absorbante, qui auront à approuver le projet de fusion, auront lieu immédiatement après l'expiration du délai d'un mois à partir de la publication du présent projet.

Attestation

Le notaire soussigné déclare attester la légalité du présent projet de fusion, conformément aux dispositions de l'article 271 (2) de la loi sur les sociétés commerciales.

DONT ACTE, le présent acte a été passé à Schiffange, à la date indiquée en tête des présentes.

Après lecture du présent acte à la comparante, ès-qualités qu'elle agit, connue du notaire par nom, prénom, état civil et domicile, ladite comparante a signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: M. CARDUCCI, C. WERSANDT.

Enregistré à Luxembourg A.C, le 15 janvier 2013. LAC/2013/1893. Reçu douze euros 12,00 €.

Le Receveur (signé): Irène THILL.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée aux fins de dépôt au R.C.S. Luxembourg;

Luxembourg, le 21 janvier 2013.

Carlo WERSANDT.

Référence de publication: 2013012653/103.

(130014857) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 janvier 2013.

UniGarant: ChancenVielfalt (2020), Fonds Commun de Placement.

Das geänderte Sonderreglement, welches am 2. Januar 2013 in Kraft trat, wurde beim Handelsund Gesellschaftsregister in Luxemburg hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, den 24. Januar 2013.

Union Investment Luxembourg S.A.

Référence de publication: 2013013411/10.

(130015233) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 janvier 2013.

w & p european equity, Fonds Commun de Placement.

La partie spécifique du règlement de gestion de w & p european equity du 8 février 2013 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Oppenheim Asset Management Services S.à r.l.

Signatures

Référence de publication: 2013029597/10.

(130035755) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 février 2013.

Juliet, Fonds Commun de Placement.

La partie spécifique du règlement de gestion du 15 février 2013 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Oppenheim Asset Management Services S.à r.l.

Signatures

Référence de publication: 2013029598/10.

(130035757) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 février 2013.

BHW Bausparkasse, Aktiengesellschaft, Succursale d'une société de droit étranger.

Adresse de la succursale: L-2015 Luxembourg, 16, rue Erasme.

R.C.S. Luxembourg B 34.104.

Es scheidet aus der Gesellschaft folgendes Vorstandsmitglied aus:

Herr Hans-Joachim Neumann

Es tritt in die Gesellschaft das Vorstandsmitglied ein:

Herr Lars Stoy

Zum ergänzenden Eintrag von Herrn Bernd Preiss als Geschäftsleiter der Niederlassung:

Prokura für die Geschäftstätigkeit der Niederlassung

Luxembourg, den 04.02.2013.

BHW Bausparkasse AG

NIEDERLASSUNG LUXEMBOURG

16, rue Erasme - Boîte postale 556

L-2015 Luxembourg

Unterschriften

Référence de publication: 2013019167/19.

(130023240) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 février 2013.

Qwazar Capital S.A., SICAV-FIS, Société Anonyme sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-2180 Luxembourg, 5, rue Jean Monnet.

R.C.S. Luxembourg B 175.442.

STATUTES

In the year two thousand and thirteen, on the eighth day of February.

Before Us, Maître Francis Kessler, notary residing in Esch-sur-Alzette, Grand Duchy of Luxembourg.

There appeared

Sinan Omer Sar born on 5 June 1980 in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, professionally residing at 5, avenue Gaston Diderich, L-1420 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

Such appearing party has requested the officiating notary to enact the following articles of incorporation of a company, which he declares to establish as follows:

1. Art. 1. Form and Name.

1.1 There exists a société d'investissement à capital variable - fonds d'investissement spécialisé established as a public limited liability company (société anonyme) under the name of "Qwazar Capital S.A., SICAV-FIS" (the Company).

1.2 The Company will be governed by the act of 13 February 2007 relating to specialised investment funds, as amended (the 2007 Act), the act of 10 August 1915 on commercial companies, as it may be amended from time to time (the Companies Act) (provided that in case of conflicts between the Companies Act and the 2007 Act, the 2007 Act will prevail) as well as by these articles of association of the Company (the Articles).

1.3 The Company may have one shareholder (the Sole Shareholder) or more shareholders. The Company will not be dissolved by the death, suspension of civil rights, insolvency, liquidation or bankruptcy of the Sole Shareholder.

1.4 Any reference to the shareholders (the Shareholders) in the Articles will be a reference to the Sole Shareholder if the Company has only one Shareholder.

2. Art. 2. Registered office.

2.1 The registered office of the Company is established in Luxembourg. It may be transferred within the boundaries of the municipality of Luxembourg by a resolution of the board of directors of the Company (the Board) if and to the extent permitted by law. It may be transferred to any other place within the Grand Duchy of Luxembourg by a resolution of the general meeting of the Shareholders (the General Meeting).

2.2 The Board will further have the right to set up branches, offices, administrative centres and agencies wherever it will deem fit, either within or outside of the Grand Duchy of Luxembourg.

2.3 Where the Board determines that extraordinary political or military developments or events have occurred or are imminent and that these developments or events would interfere with the normal activities of the Company at its registered office, or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these extraordinary circumstances. Such temporary measure will have no effect on the nationality of the Company which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, will remain a company incorporated in the Grand Duchy of Luxembourg.

3. Art. 3. Duration.

3.1 The Company is formed for an unlimited duration.

3.2 The Company may be dissolved, at any time, by a resolution of the General Meeting adopted in the manner required for amendments of the Articles.

4. Art. 4. Corporate objects.

4.1 The exclusive purpose of the Company is to invest the funds available to it in assets with the purpose of spreading investment risks and affording its Shareholders the results of the management of its assets.

4.2 The Company may take any measures and carry out any transaction, which it may deem useful for the fulfilment and development of its purpose and may, in particular and without limitation:

(a) make investments whether directly or through direct or indirect participations in subsidiaries of the Company or other intermediary vehicles;

(b) borrow money in any form or obtain any form of credit facility and raise funds through, including, but not limited to, the issue of bonds, notes, promissory notes, and other debt or equity instruments;

(c) advance, lend or deposit money or give credit to companies and undertakings;

(d) enter into any guarantee, pledge or any other form of security, whether by personal covenant or by mortgage or charge upon all or part of the assets (present or future) of the Company or by all or any of such methods, for the performance of any contracts or obligations of the Company, or any director, manager or other agent of the Company, or any company in which the Company or its parent company has a direct or indirect interest, or any company being a direct or indirect Shareholder of the Company or any company belonging to the same group as the Company;

to the fullest extent permitted under the 2007 Act.

5. Art. 5. Share capital.

5.1 The capital of the Company will be represented by fully paid up shares (the Shares) together, as the case may be, with any fully paid up premium units of no par value and will at any time be equal to the value of the net assets of the Company pursuant to article 12 of these Articles.

5.2 The capital (including any share premiums) must reach one million two hundred and fifty thousand euro (EUR1,250,000) within twelve (12) months of the date on which the Company has been registered as a specialised investment fund (SIF) under the 2007 Act on the official list of Luxembourg SIFs, and thereafter may not be less than this amount.

5.3 The initial capital of the Company was one hundred and fifty thousand Polish Zloty (PLN 150,000) represented by thirty thousand (30,000) fully paid up Shares with no par value.

5.4 The Board may, at any time, subject to the prior consent of the Investment Committee, decide to issue different classes of Shares with or without share premiums (the Classes, each class being a Class) the assets of which will be commonly invested but subject to different rights as described in the Memorandum, to the extent authorised under the 2007 Act and the Companies Act, including, without limitation

(a) different issuing features (including the issue of any Premium);

(b) different fees and expenses structure;

(c) different distribution rights, and the Company may in particular decide that Shares pertaining to one or more Class (es) be entitled to receive incentive remuneration scheme in the form of carried interest or to receive preferred returns;

(d) different servicing or other fees;

(e) different types of targeted investors;

(f) different transfer or ownership restrictions;

(g) different reference currencies; and/or

(h) such other features as may be determined by the Company from time to time and described in the Memorandum.

5.5 A separate Net Asset Value per Share which may differ as a consequence of these variable factors, will be calculated for each Class in the manner described in article 12 of these Articles.

5.6 The Company may create additional Classes whose features may differ from the existing Classes. Upon creation of new Classes, the Memorandum will be updated, if necessary.

5.7 For the purpose of determining the capital of the Company, the net assets attributable to each Class will, if not already denominated in PLN, be converted into PLN. The capital of the Company equals the total of the net assets of all the Classes.

6. Art. 6. Form of shares.

6.1 Shares will be in registered form (actions nominatives) and will remain in registered form. Shares are issued without par value and must be fully paid upon issue. Shares are not represented by certificates.

6.2 All issued registered Shares shall be registered in the register of Shareholders (the Register). The Register is kept at the registered office by the Company. It will be available for inspection by any Shareholder at the registered office. The Register shall contain the name of each owner of registered Shares, his/her/its residence or domicile as indicated to the Company, the number of registered Shares held by him/her/it, the amount paid up on each Share, and any Transfer (as defined in article 10 below) and the dates of such Transfers. The ownership of the Shares will be established by the entry in this Register.

6.3 Each investor shall provide the Company with an address, fax number and email address to which all notices and announcements may be sent. Shareholders may, at any time, change their address as entered into the Register by way of a written notification sent to the Company at its registered office, or at such other address as may be set by the Company from time to time.

6.4 In the event that a Shareholder does not provide an address, the Board may permit a notice to this effect to be entered into the Register and the Shareholder's address will be deemed to be at the registered office of the Company, or such other address as may be so entered into the Register by the Company from time to time, until another address shall be provided to the Company by the Shareholder.

6.5 The Company will recognise only one holder per Share. In case a Share is held by more than one person, the Board has the right to suspend the exercise of all rights attached to that Share until one person has been appointed as sole owner in relation to the Company. The same rule shall apply in case of conflict between an usufruct holder (usufruitier) and a bare owner (nu-propriétaire) or between a pledgor and a pledgee. Moreover, in the case of joint Shareholders, the Company reserves the right to pay any redemption proceeds, distributions or other payments to the first registered holder only, whom the Company may consider to be the representative of all joint holders, or to all joint Shareholders together, at its absolute discretion.

6.6 Subject to the provisions of article 10, the Transfer of Shares may be effected by a written declaration of Transfer entered in the Register, such declaration of Transfer to be executed by the transferor and the transferee or by persons holding suitable powers of attorney or in accordance with the provisions applying to the transfer of claims provided for in article 1690 of the Luxembourg civil code. The Board may also accept as evidence of Transfer other instruments of Transfer evidencing the consent of the transferor and the transferee satisfactory to the Company.

6.7 Payments of distributions, if any, will be made to Shareholders, in respect of registered Shares at their addresses indicated in the Register in the manner prescribed by the Company from time to time.

6.8 Fractional Shares will be issued to the nearest thousandth of a Share. Fractional Shares will not be entitled to vote (except where their number is so that they represent a whole Share, in which case they confer a voting right) but will be entitled to a participation in the net results and in the proceeds of liquidation attributable to the relevant Class on a pro rata basis.

6.9 Shares may be issued with a Premium to be determined by the Board and to be described in the Memorandum. Each Premium is represented by a number of premium units determined in the Memorandum and the subscription agreement. Premium units do not embed a voting right at the General Meeting. Premium unit(s) can not be separated from the Share(s) whose issue triggered the issue of the premium unit(s).

6.10 The Company may also decide to issue profit shares (parts bénéficiaires) in accordance with the Companies Act. A profit share does not entitle his/her/its owner to a voting right at the General Meeting.

7. Art. 7. Issue of shares.

7.1 The Board is authorised to issue an unlimited number of fully paid up Shares at any time without reserving a preferential right to subscribe for the Shares to be issued for the existing Shareholders subject to the condition that the request to subscribe for Shares has been approved by the Investment Committee.

7.2 Shares are exclusively reserved for subscription by well-informed investors within the meaning of article 2 of the 2007 Act (the Well-Informed Investors).

7.3 Any conditions to which the issue of Shares may be submitted will be detailed in the Memorandum provided that the Board may:

(a) impose restrictions on the frequency at which shares of a certain Class are issued (and, in particular, decide that shares of a particular Class will only be issued during one or more offering periods or at such other intervals as provided for in the Memorandum);

(b) decide that Shares or Class will only be issued to persons or entities that have entered into a subscription agreement under which the subscriber undertakes inter alia to subscribe for Shares, during a specified period, up to a certain amount;

(c) impose conditions on the issue of Shares (including without limitation the execution of such subscription documents and the provision of such information as the Board may determine to be appropriate) and fix a minimum subscription amount, minimum subsequent subscription amount, and/or a minimum commitment or holding amount;

(d) determine any default provisions on non or late payment for Shares or restrictions on ownership in relation to the Shares;

(e) restrict the ownership of shares of a relevant Class to certain type of persons or entities;

(f) decide that payments for subscriptions to Shares will be made in whole or in part on one or more dealing dates, closings or draw down dates at which the commitment of the investor will be called against issue of Shares.

7.4 Shares will be issued at the subscription price calculated in the manner and at such frequency as determined in the Memorandum.

7.5 A process determined by the Board and described in the Memorandum will govern the chronology of the issue of Shares.

7.6 The Board may confer the authority upon any of its members, any managing director, officer or other duly authorised representative to accept subscription applications, to receive payments for newly issued Shares and to deliver these Shares.

7.7 The Company may, in its absolute discretion, accept or reject, in whole or in part, any request for subscription for Shares.

7.8 The Company may agree to issue Shares as consideration for a contribution in kind of assets, in accordance with Luxembourg law, in particular in accordance with the obligation to deliver a valuation report from an auditor (réviseur d'entreprises agréé), and provided that such assets are in accordance with the investment objectives and policies of the Company. All costs related to the contribution in kind are borne by the Shareholder acquiring Shares in this manner.

8. Art. 8. Redemptions of shares.

Redemption right of Shareholders

8.1 Unless otherwise provided for in the Memorandum, any Shareholder may request redemption of all or part of his/her/its Shares from the Company, pursuant to the conditions and procedures set forth by the Board in the Memorandum and within the limits provided by law and these Articles.

8.2 Subject to the provisions of articles 12 and 13 of these Articles, the redemption price per Share will be paid within a period determined by the Board and disclosed in the Memorandum, provided that any transfer documents have been received by the Company.

8.3 Unless otherwise provided for in the Memorandum, the redemption price per Share corresponds to the Net Asset Value per Share of the respective Class (less any redemption fee, if applicable). Additional fees may be incurred if distributors and paying agents are involved in a transaction. The relevant redemption price may be rounded up or down to the nearest unit of the currency in which it is to be paid, as determined by the Board.

8.4 A process determined by the Board and described in the Memorandum will govern the chronology of the redemption of Shares.

8.5 If, in addition, on a Valuation Date (as defined in article 12.1 below) or at some time during a Valuation Date, redemption applications as defined in this Articles exceed a certain level set by the Board in relation to the Shares of a given Class, the Board may resolve to reduce proportionally part or all of the redemption applications for a certain time period and in the manner deemed necessary by the Board, in the best interest of the Company. The portion of the non-proceeded redemptions will then be proceeded by priority on the Valuation Date following this period, these redemption applications will be given priority and dealt with ahead of other applications (but subject always to the foregoing limit).

8.6 The Company may discretionarily decide to, at the request of a Shareholder, satisfy (all or part of) the payment of the redemption price owed to any Shareholder in specie by allocating assets to the Shareholder from the portfolio set up in connection with the Class(es) equal in value to the value of the Shares to be redeemed (calculated in the manner described in article 12) as of the Valuation Date or the time of valuation when the redemption price is calculated if the Company determines that such a transaction would not be detrimental to the best interests of the remaining Shareholders. The nature and type of assets to be transferred in such case will be determined on a fair and reasonable basis and without prejudicing the interests of the other Shareholders in the given Class or Classes, as the case may be.

8.7 Redeemed Shares will be cancelled.

8.8 All applications for redemption of Shares are irrevocable, except - in each case for the duration of the suspension - in accordance with article 13 of these Articles, when the calculation of the Net Asset Value has been suspended or when redemption has been suspended as provided for in this article.

Compulsory redemptions

8.9 Shares may be redeemed at the initiative of the Company in accordance with, and in the circumstances set out under, this article. The Company may in particular decide to:

(a) redeem Shares, on a pro rata basis among Shareholders in order to distribute proceeds generated by an investment through returns or its disposal on a pro rata basis among Shareholders, subject to compliance with the relevant distribution scheme as provided in the Memorandum and with the consent of the relevant Shareholder;

(b) carry out a compulsory redemption of Shares:

- held by a Restricted Person as defined in, and in accordance with the provisions of article 11.1 of these Articles;

- in case of liquidation or merger of the Company, in accordance with the provisions of article 29 of these Articles; and
- in all other circumstances set out in the subscription documents, the Memorandum and these Articles.

9. Art. 9. Conversion of shares.

9.1 Unless otherwise provided for in the Memorandum, a Shareholder may convert Shares of a particular Class held in whole or in part into Shares of another Class.

9.2 The Board may make the conversion of Shares dependent upon additional conditions to be set forth in the Memorandum.

9.3 A conversion application will be considered as an application to redeem the Shares held by the Shareholder and as an application for the simultaneous acquisition (subscription) of the shares to be subscribed. The conversion ratio will in principle be calculated on the basis of the Net Asset Value per Share of the respective Class. The prices of the conversion may be rounded up or down to the nearest unit of the currency in which they are to be paid, as determined by the Board. The Board may determine that balances of less than a reasonable amount to be set by the Board, resulting from conversions will not be paid out to Shareholders.

9.4 Conversions may only be effected if, at the time, both the redemption of the Shares to be converted and the issue of the Shares to be acquired are simultaneously possible; there will be no partial execution of the application unless the possibility of issuing the Shares to be subscribed ceases after the Shares to be converted have been redeemed.

9.5 Subject to any currency conversion (if applicable) the proceeds resulting from the redemption of the original Shares will be applied immediately as the subscription monies for the Shares in the new Class into which the original Shares are converted.

9.6 All applications for the conversion of Shares are irrevocable, except - in each case for the duration of the suspension - in accordance with article 13 of these Articles, when the calculation of the Net Asset Value of the Shares to be converted has been suspended. If the calculation of the Net Asset Value of the Shares to be subscribed is suspended after the Shares to be converted have already been redeemed, only the subscription part of the conversion application can be revoked during this suspension.

9.7 Shares that are converted to Shares of another Class will be cancelled.

10. Art. 10. Transfer of shares.

10.1 No sale, assignment, transfer, grant of a participation in, pledge, hypothecation, encumbrance or other disposal (each a Transfer) of all or any portion of any Shareholder's Shares, whether voluntary or involuntary, shall be valid or effective if the Transfer would result

(a) in a violation of any Luxembourg Law or the laws and regulations of any other jurisdiction or cause the Company or an intermediary vehicle to be subject to any other adverse tax, legal or regulatory consequences as determined by the Board;

(b) in a violation of any term or condition of the Articles or of this Memorandum; or

(c) the Company or an intermediary vehicle being required to register as an investment company under the United States Investment Company Act of 1940, as amended.

(d) without fulfilling the conditions set in article 10.2.

10.2 The Board is entitled to refuse Transfer in the cases determined in the Memorandum including if

(a) the transferee is a Restricted Person or the transferee does not provide sufficient information to allow the Board to assess that the transferee is not a restricted Person; or

(b) the transferee does not enter into a subscription agreement in respect of the relevant Shares so transferred.

10.3 The Company, in its sole and absolute discretion, may condition such Transfer upon the receipt of an opinion of responsible counsel which opinion shall be reasonably satisfactory to the Company.

11. Art. 11. Ownership restrictions.

Restricted Persons

11.1 The Company may restrict or prevent the ownership of Shares by any person if:

(a) in the opinion of the Company such holding may be detrimental to the Company (because, for example but without limitation, such holding may result in a breach of any law or regulation, whether Luxembourg law or other law); or

(b) in the opinion of the Company such holding may result (either individually or in conjunction with other investors in the same circumstances) in:

(i) the Company or an intermediary vehicle incurring any liability for any taxation whenever created or imposed and whether in Luxembourg, or elsewhere or suffering pecuniary disadvantages which the same might not otherwise incur or suffer;

(ii) the Company being subject to the U.S. Employee Retirement Income Security Act of 1974, as amended; or

(iii) the Company being required to register its Shares under the laws of any jurisdiction other than Luxembourg (including, without limitation, the U.S. Securities Act or the U.S. Investment Company Act);

(c) in the opinion of the Company such holding may result in a breach of any law or regulation applicable to the relevant individual or legal entity itself, the Company, whether Luxembourg law or any other law (including anti-money laundering and terrorism financing laws and regulations);

(d) as a result thereof the Company may become exposed to tax disadvantages or other financial disadvantages that it would not have otherwise incurred;

(such persons are to be determined by the Company and are defined herein as Restricted Persons). A person that does not qualify as Well-Informed Investor will be regarded as a Restricted Person.

11.2 For such purposes the Board may:

(a) decline to issue any Share and decline to register any Transfer, where such registration or Transfer would result in legal or beneficial ownership of such Share(s) by a Restricted Person; and

(b) at any time require any person whose name is entered in the Register or who seeks to register a Transfer in the Register to deliver to the Company, any information, supported by affidavit, which it may consider necessary for the purpose of determining whether or not beneficial ownership of such Shareholder's Shares rests with a Restricted Person, or whether such registration will result in beneficial ownership of such Shares by a Restricted Person.

11.3 If it appears that an investor of the Company is a Restricted Person, the Company will be entitled to, in its absolute discretion:

(a) decline to accept the vote of the Restricted Person at the General Meeting;

(b) retain all dividends paid or other sums distributed with regard to the Shares held by the Restricted Person;

(c) instruct the Restricted Person to sell his/her/its Shares to any person who/which is not a Restricted Person to be approved by the Board; or

(d) carry out a compulsory redemption of the Shares held by the Restricted Person at a price based on the Net Asset Value.

12. Art. 12. Calculation of the net asset value.

12.1 The Company, each Class, as the case may be, each Sub-portfolio (as defined in article 21.4) and each Share will have a net asset value (the Net Asset Value) determined in accordance with Luxembourg law and these Articles as of each valuation date as stipulated in the Memorandum (a Valuation Date).

12.2 If premium units are issued, a net premium value per premium unit in the same manner as the Net Asset Value in accordance with these Articles and the Memorandum.

12.3 The Net Asset Value will be calculated in the Reference Currency except as otherwise stated for a specific Class in this Memorandum in good faith in Luxembourg on each Valuation Date. The Reference Currency of the Company is PLN.

12.4 The Net Asset Value will be computed as follows:

(a) The value of the total portfolio and distribution entitlements attributed to a particular Class, if any, on a given Valuation Date adjusted with the liabilities relating to that Class on that Valuation Date represents the total Net Asset Value attributable to that Class on that Valuation Date. The Net Asset Value per Share of that Class on that Valuation Date is the total Net Asset Value attributable to that Class on that Valuation Date divided by the total number of Shares of that Class then outstanding on that Valuation Date;

(b) The value of all assets and liabilities not expressed in the Reference Currency will be converted into the Reference Currency at the relevant rates of exchange prevailing on the relevant Valuation Date. If such quotations are not available, the rate of exchange will be determined with prudence and in good faith by or under procedures established by the Board. All transactions in another currency are translated into the Reference Currency at the date of the transaction.

(c) The Net Asset will be calculated by calculating the aggregate of:

(i) the value of all assets of the Company in accordance with the provisions of the Articles; less

(ii) all the liabilities of the Company in accordance with the provisions of the Articles, and all fees attributable to the Company, which fees have accrued but are unpaid on the relevant Valuation Date.

12.5 The value of the Company's assets will be determined as follows:

(a) securities (including interests in listed undertakings for collective investment) which are listed on a stock exchange or dealt in on another regulated market will be valued on the basis of the last available stock exchange or market value;

(b) securities which are neither listed on a stock exchange nor dealt in on another regulated market will be valued on the basis of their fair value estimated with prudence and in good faith by the Board. If a net asset value is determined for the units or shares issued by an undertaking for collective investment (UCI) which calculates a net asset value per share or unit, those units or shares will be valued on the basis of the latest net asset value determined according to the provisions of the particular issuing documents of this UCI or, at their latest unofficial net asset values (ie, estimates of net asset values which are not generally used for the purposes of subscription and redemption or which may be provided by a pricing source -including the investment manager of the UCI - other than the administrative agent of the UCI) if more recent than their official net asset values. The Net Asset Value calculated on the basis of unofficial net asset values of UCIs may differ from the Net Asset Value which would have been calculated, on the relevant Valuation Date, on the basis of the official net asset values determined by the administrative agents of the UCIs. However, such Net Asset Value is

final and binding notwithstanding any different later determination. In case of the occurrence of an evaluation event that is not reflected in the latest available net asset value of such shares or units issued by such UCIs, the valuation of the shares or units issued by such UCIs may be estimated with prudence and in good faith in accordance with procedures established by the Board to take into account this evaluation event. The following events qualify as evaluation events: capital calls, distributions or redemptions effected by the UCI or one or more of its underlying investments as well as any material events or developments affecting either the underlying investments or the UCIs themselves;

(c) the value of any cash on hand or on deposit, bills and demand notes and accounts, receivable, prepaid expenses, cash dividends and interest declared or accrued as aforesaid, and not yet received will be deemed to be the full amount thereof, unless it is unlikely to be received in which case the value thereof will be arrived at after making such discount as the Board may consider appropriate in such case to reflect the true value thereof;

(d) the liquidating value of futures, forward or options contracts not dealt in on a stock exchange or another regulated market will mean their net liquidating value determined, pursuant to the policies established by the Board on a basis consistently applied for each different variety of contracts. The liquidating value of futures, forward or options contracts dealt in on a stock exchange or another regulated market will be based upon the last available settlement prices of these contracts on such regulated market on which the particular futures, forward or options contracts are dealt in by the Company; provided that if a futures, forward or options contract could not be liquidated on the day with respect to which net assets are being determined, the basis for determining the liquidating value of such contract will be such value as the Board may deem fair and reasonable;

(e) interest rate swaps will be valued at their market value established by reference to the applicable interest rates curve. Index and financial instruments related swaps will be valued at their market value established by reference to the applicable index or financial instrument. The valuation of the index or financial instrument related swap agreement will be based upon the market value of such swap transaction established in good faith pursuant to procedures established by the Board;

(f) all other assets are valued at fair value as determined in good faith pursuant to procedures established by the Board. Money market instruments held by the Company with a remaining maturity of ninety (90) days or less are valued at their market value or at the amortised cost method if no market value is available.

The Board, in its discretion, may permit some other method of valuation to be used if it considers that such valuation better reflects the fair value of any asset or liability of the Company in compliance with Luxembourg law. This method will then be applied in a consistent way.

12.6 General rules

(a) all valuation regulations and determinations will be interpreted and made in accordance with Luxembourg law;

(b) the latest Net Asset Value per Share may be obtained at the registered office of the Company or of an agent of the Company as indicated in the Memorandum;

(c) for the avoidance of doubt, the provisions of this article 12 are rules for determining the Net Asset Value per Share and are not intended to affect the treatment for accounting or legal purposes of the assets and liabilities of the Company or any Shares issued by the Company;

(d) different valuation rules may be applicable in respect of a specific Investment as determined by the Board in the best interests of the Company.

12.7 The liabilities of the Company will be deemed to include:

(a) all loans, bills and accounts payable;

(b) all accrued interest on loans of the Company (including accrued fees for commitment for such loans);

(c) all accrued or payable administrative expenses;

(d) all known liabilities, present and future, including all matured contractual obligations for payment of money or property;

(e) an appropriate provision for future taxes based on capital and income to the relevant Valuation Date, as determined from time to time by the Board, and other reserves, if any, authorised and approved by the Board; and

(f) all other liabilities of the Company of whatsoever kind and nature except liabilities represented by shares of the Company. In determining the amount of such liabilities, the Board will take into account all expenses payable and all costs incurred by the Company.

13. Art. 13. Temporary suspension of calculation of the net asset value.

13.1 The Company may suspend the determination of the Net Asset Value per Share and the issue, conversion and redemption in the following circumstances:

(a) during any period when one or more exchanges which provide the basis for valuing a substantial portion of the Company's assets are closed other than for or during holidays or if dealings therein are restricted or suspended or where trading is restricted or suspended;

(b) during any period when, as a result of the political, economic, military, terrorist or monetary events or any circumstance outside the control, responsibility and power of the Board may not be determined, as required;

(c) in the case of a breakdown of the means of communication normally used for valuing any Investment which is material or if for any reason the value of any Investment which is material in relation to the Net Asset Value (as to which the Board will have sole discretion) may not be determined as rapidly and accurately as required;

(d) if, as a result of exchange restrictions or other restrictions affecting the transfer of funds, transactions are rendered impracticable, or if purchases, sales, deposits and withdrawals of the Investments cannot be effected at the normal rates of exchange;

(e) when the value of a substantial part of the Investments may not be determined accurately;

(f) when the net asset value calculation of, and/or the redemption right of Shareholders, one or more target UCIs representing a substantial portion of the Investments is suspended;

(g) when the suspension is required by law or legal process;

(h) when for any reason the Board determines that such suspension is in the best interests of the Shareholders;

(i) upon the publication of a notice convening an extraordinary General Meeting for the purpose of winding-up the Company; or

(j) when for any other reason, the prices of any asset cannot be determined promptly.

13.2 Any such suspension may be notified by the Company in such manner as it may deem appropriate to the persons likely to be affected thereby. The Company will notify Shareholders requesting redemption of their Shares.

14. Art. 14. Management.

14.1 The Company will be managed by a Board of at least 3 (three) directors (the Directors). The Directors, either Shareholders or not, are appointed for a term which may not exceed 6 (six) years, by a General Meeting. The Directors may be dismissed at any time and at the sole discretion of a General Meeting. The Board will be elected by the Shareholders at the General Meeting at which the number of Directors, their remuneration and term of office will also be determined.

14.2 When a legal entity is appointed as a director of the Company (the Legal Entity), the Legal Entity must designate a permanent representative in order to accomplish this task in its name and on its behalf (the Representative). The Representative is subject to the same conditions and obligations, and incurs the same liability as if he was performing this task for his own account and on his own behalf, without prejudice to the joint liability of him and the Legal Entity. The Legal Entity cannot revoke the Representative unless it simultaneously appoints a new permanent representative.

14.3 Directors are selected by a majority vote of the Shares present or represented at the relevant General Meeting.

14.4 Directors may be removed with or without cause or replaced at any time by a resolution adopted by the General Meeting.

14.5 In the event of a vacancy in the office of a Director, the remaining Directors are not empowered to fill in such vacancy. The remaining Directors will convene without delay a General Meeting to nominate a person to fill in the vacancy in the office.

15. Art. 15. Meetings of the board.

15.1 The Board will appoint a chairman (the Chairman) among the directors and may choose a secretary, who need not be a Director, and who will be responsible for keeping the minutes of the meetings of the Board. The Chairman will preside at all meetings of the Board. In his/her absence, the other Directors will appoint another chairman pro tempore who will preside at the relevant meeting by simple majority vote of the Directors present or represented at such meeting.

15.2 The Board will meet upon call by the Chairman or any two Directors at the place indicated in the notice of meeting.

15.3 Written notice of any meeting of the Board will be given to all the Directors at least twenty-four (24) hours in advance of the date set for such meeting, except in circumstances of emergency, in which case the nature of such circumstances will be set forth briefly in the convening notice of the meeting of the Board.

15.4 No such written notice is required if all the members of the Board are present or represented during the meeting and if they state to have been duly informed, and to have had full knowledge of the agenda of the meeting. The written notice may be waived by the consent in writing, whether in original, by telefax, or e-mail to which an electronic signature (which is valid under Luxembourg law) is affixed, of each member of the Board. Separate written notice will not be required for meetings that are held at times and places determined in a schedule previously adopted by resolution of the Board.

15.5 Any member of the Board may act at any meeting of the Board by appointing in writing, whether in original, by telefax, or e-mail to which an electronic signature (which is valid under Luxembourg law) is affixed, another Director as his/her/its proxy.

15.6 The Board can validly debate and take decisions only if at least the majority of its members is present or represented. A Director may represent more than one of his or her colleagues, under the condition however that at least two Directors are present at the meeting or participate at such meeting by way of any means of communication that are permitted under the Articles and by the Companies Act. Decisions are taken by the majority of the members present or represented.

15.7 In case of a tied vote, the Chairman of the meeting will have a casting vote.

15.8 Any Director may participate in a meeting of the Board by conference call, video conference or similar means of communications equipment whereby (i) the Directors attending the meeting can be identified, (ii) all persons participating in the meeting can hear and speak to each other, (iii) the transmission of the meeting is performed on an on-going basis and (iv) the Directors can properly deliberate, and participating in a meeting by such means will constitute presence in person at such meeting. A meeting of the Board held by such means of communication will be deemed to be held in Luxembourg.

15.9 Notwithstanding the foregoing, a resolution of the Board may also be passed in writing. Such resolution will consist of one or several documents containing the resolutions and signed, manually or electronically by means of an electronic signature which is valid under Luxembourg law, by each Director. The date of such resolution will be the date of the last signature.

16. Art. 16. Minutes of meetings of the board.

16.1 The minutes of any meeting of the Board will be signed by the Chairman or a member of the Board who presided at such meeting.

16.2 Copies or extracts of such minutes which may be produced in judicial proceedings or otherwise will be signed by the Chairman or any two members of the Board.

17. Art. 17. Powers of the board. The Board is vested with the broadest powers to perform or cause to be performed all acts of disposition and administration in the Company's interest. All powers not expressly reserved by the Companies Act or by the Articles to the General Meeting fall within the competence of the Board.

18. Art. 18. Delegation of powers.

18.1 The Board may appoint a person (délégué à la gestion journalière), either a Shareholder or not, or a member of the Board or not, who will have full authority to act on behalf of the Company in all matters concerned with the daily management and affairs of the Company.

18.2 The Board may appoint a person, either a Shareholder or not, either a Director or not, as permanent representative for any entity in which the Company is appointed as member of the governing body. This permanent representative will act with all discretion, but in the name and on behalf of the Company, and may bind the Company in its capacity as member of the governing board of any such entity.

18.3 The Board is also authorised to appoint a person, either Director or not, for the purposes of performing specific functions at every level within the Company.

19. Art. 19. Binding signatures.

19.1 The Company will be bound towards third parties in all matters by the joint signatures of any two Directors.

19.2 The Company will further be bound by the joint signatures of any persons or the sole signature of the person to whom specific signatory power has been granted by the Board, but only within the limits of such power. Within the boundaries of the daily management, the Company will be bound by the sole signature, as the case may be, of the person appointed to that effect in accordance with the article 18.1 above.

20. Art. 20. Appointment of investment manager.

20.1 The Board may delegate its powers to conduct the daily management and affairs of the Company (including the right to act as authorised signatory for the Company) and its powers to carry out acts in furtherance of the corporate policy and purpose to one or several physical persons or corporate entities, which need not be members of the Board, who shall have the powers determined by the Board and who may, if the Board so authorises, sub-delegate their powers.

20.2 The Company may enter with any Luxembourg or foreign company into (an) investment management agreement (s), according to which any company first approved by it will supply the Company with recommendations and advice with respect to the Company's investment policy pursuant to article 21 hereof. Furthermore, such company may, on a day-to-day basis and subject to the overall control and ultimate responsibility of the Board, purchase and sell securities and otherwise manage the Company's portfolio. The investment management agreement shall contain the rules governing the modification or expiration of such contract(s) which are otherwise concluded for an unlimited period.

20.3 The Board may also confer special powers of attorney by notarial or private proxy.

21. Art. 21. Investment policy and Restrictions and Creation of sub-portfolios.

21.1 The Board, based upon the principle of risk spreading, has the power to determine (i) the investment policies, (ii) the hedging strategy to be applied to specific Classes and (iii) the course of conduct of the management and business affairs of the Company, all within the investment powers and restrictions as will be set forth by the Board in the Memorandum, in compliance with applicable laws and regulations.

21.2 The Board will also have power to determine any restrictions which will from time to time be applicable to the investment of the Company's assets, in accordance with the 2007 Act including, without limitation, restrictions in respect of:

- (a) the borrowings of the Company thereof and the pledging of its assets; and

(b) the maximum percentage of the Company's assets which it may invest in any single underlying asset and the maximum percentage of any type of investment which it may acquire.

21.3 The Board, acting in the best interests of the Company, may decide, in accordance with the terms of the Memorandum, that all or part of the assets of the Company be co-managed on a segregated basis with other assets held by other investors, including other undertakings for collective investment and/or their sub-funds.

21.4 The Board may split the Company's portfolio in different sub-portfolios (each a Sub-portfolio) and resolve to allocate assets and liabilities of the Company amongst the different Sub-portfolios as further described in the Memorandum. For the avoidance of doubt, each Sub-portfolio does not correspond to a distinct part of the assets and liability of the Company and creditors of the Company as well as Shareholders will not have any specific rights in connection with assets and liabilities allocated to a relevant Sub-portfolio.

22. Art. 22. Investment committee.

22.1 The Board will install an investment committee (the Investment Committee) as further described in the Memorandum.

22.2 A certain number of resolutions to be adopted by the Board requires the prior consent of the Investment Committee as further described in the Memorandum.

22.3 In particular, the following resolutions require the prior approval of the Investment Committee:

- (a) investment or divestment in private equity;
- (b) amendment of the investment objective and restrictions as determined in the Memorandum;
- (c) creation or dissolution of a Sub-portfolio;
- (d) determination or amendment of the investment guidelines for each Sub-portfolio;
- (e) granting a loan, a guarantee or a security in favour of a third party to secure the Company's obligations or the obligations of an intermediary vehicle, if any, or to grant any assistance to an intermediary vehicle; or
- (f) the nomination or revocation of the Custodian, an investment manager or any other service provider as determined in the Memorandum.

23. Art. 23. Indemnification.

23.1 The Company will indemnify its Directors, investment manager and each of their managers, directors, officers, agents and employees (each referred to as an Indemnified Person), against all claims, liabilities, costs, damages and expenses (including reasonable legal fees) to which they may be or become subject by reason of their activities on behalf of the Company so long as the activity or circumstances giving rise to the claim do not involve gross negligence, fraud or wilful misconduct under Luxembourg law on the part of the Indemnified Person.

24. Art. 24. Powers of the general meeting of the company.

24.1 As long as the Company has only one Shareholder, the Sole Shareholder assumes all powers conferred to the General Meeting. In these Articles, decisions taken, or powers exercised, by the General Meeting will be a reference to decisions taken, or powers exercised, by the Sole Shareholder as long as the Company has only one Shareholder. The decisions taken by the Sole Shareholder are documented by way of minutes.

24.2 In the case of a plurality of Shareholders, any regularly constituted General Meeting will represent the entire body of Shareholders of the Company. It will have the broadest powers to order, carry out or ratify acts relating to all the operations of the Company.

25. Art. 25. Annual general meeting of the shareholders - Other meetings.

25.1 The annual General Meeting will be held, in accordance with Luxembourg law, in Luxembourg at the address of the registered office of the Company or at such other place in the municipality of the registered office as may be specified in the convening notice of the meeting, on the second Tuesday of June of each year at 11:00 (Luxembourg time). If such day is not a business day for banks in Luxembourg (the Business Day), the annual General Meeting will be held on the preceding day which is a Business Day.

25.2 The annual General Meeting may be held abroad if, in the absolute and final judgment of the Board exceptional circumstances so require.

25.3 Other General Meetings may be held at such place and time as may be specified in the respective convening notices of the General Meeting.

25.4 Any Shareholder may participate in a General Meeting by conference call, video conference or similar means of communications equipment whereby (i) the Shareholders attending the meeting can be identified, (ii) all persons participating in the meeting can hear and speak to each other, (iii) the transmission of the meeting is performed on an on-going basis and (iv) the Shareholders can properly deliberate, and participating in a meeting by such means will constitute presence in person at such meeting.

26. Art. 26. Notice, Quorum, Convening notices, Powers of attorney and Vote.

26.1 The notice periods and quorum provided for by law will govern the notice for, and the conduct of, the General Meetings, unless otherwise provided herein.

26.2 The Board or, if exceptional circumstances require so, any two Directors acting jointly may convene a General Meeting. They will be obliged to convene it so that it is held within a period of one month, if Shareholders representing one-tenth of the capital require it in writing, with an indication of the agenda. One or more Shareholders representing at least one tenth of the subscribed capital may require the entry of one or more items on the agenda of any General Meeting. This request must be addressed to the Company at least 5 (five) days before the relevant General Meeting.

26.3 All the Shares being in registered form, the convening notices will be made by registered letters only.

26.4 Each Share is entitled to one vote, subject to article 11.2(a) of these Articles.

26.5 Except as otherwise required by law or by these Articles, resolutions at a duly convened General Meeting will be passed by a simple majority of those present or represented and voting.

26.6 However, resolutions to alter the Articles may only be adopted in a General Meeting where at least one half of the share capital is represented and the agenda indicates the proposed amendments to the Articles and, as the case may be, the text of those which concern the objects or the form of the Company. If the first of these conditions is not satisfied, a second General Meeting may be convened, in the manner prescribed by the Articles and the Companies Law. The second General Meeting will validly deliberate regardless of the proportion of the capital represented. At both General Meetings, resolutions, in order to be adopted, must be carried by at least two-thirds of the votes expressed at the relevant General Meeting. Votes relating to shares for which the Shareholder did not participate in the vote, abstain from voting, cast a blank (blanc) or spoilt (nul) vote are not taken into account to calculate the majority.

26.7 The nationality of the Company may be changed and the commitments of its Shareholders may be increased only with the unanimous consent of the Shareholders and bondholders.

26.8 A Shareholder may act at any General Meeting by appointing another person who need not be a Shareholder as its proxy in writing whether in original, by telefax, or e-mail to which an electronic signature (which is valid under Luxembourg law) is affixed.

26.9 If all the Shareholders of the Company are present or represented at a General Meeting, and consider themselves as being duly convened and informed of the agenda of the meeting, the meeting may be held without prior notice.

26.10 The Shareholders may vote in writing (by way of a voting bulletins) on resolutions submitted to the General Meeting provided that the written voting bulletins include (i) the name, first name, address and the signature of the relevant Shareholder, (ii) the indication of the shares for which the Shareholder will exercise such right, (iii) the agenda as set forth in the convening notice and (iv) the voting instructions (approval, refusal, abstention) for each point of the agenda. In order to be taken into account, the original voting bulletins must be received by the Company 72 (seventy-two) hours before the relevant General Meeting.

26.11 Before commencing any deliberations, the Shareholders will elect a chairman of the General Meeting. The chairman will appoint a secretary and the Shareholders will appoint a scrutineer. The chairman, the secretary and the scrutineer form the General Meeting's bureau.

26.12 The minutes of the General Meeting will be signed by the members of the bureau of the General Meeting and by any Shareholder who wishes to do so.

26.13 However, in case decisions of the General Meeting have to be certified, copies or extracts for use in court or elsewhere must be signed by the chairman of the Board or any two other Directors.

27. Art. 27. General meetings of shareholders of a class.

27.1 The Shareholders of any Class may hold, at any time, General Meetings to decide on any matters which relate exclusively to that Class.

27.2 The provisions of article 26 apply to such General Meetings, unless the context otherwise requires.

28. Art. 28. Auditors.

28.1 The accounting information contained in the annual report of the Company will be examined by an independent auditor (réviseur d'entreprises agréé) appointed by the General Meeting and remunerated by the Company.

28.2 The independent auditor will fulfil all duties prescribed by the 2007 Act.

29. Art. 29. Liquidation or merger of classes.

29.1 Any request for subscription will be suspended as from the moment of the announcement of the termination, the merger or the transfer of the relevant Class.

29.2 The General Meeting of any Class will, in any other circumstances, have the power, upon proposal from the Board, to redeem all the Shares of the relevant Class and refund to the Shareholders the Net Asset Value of their Shares, taking into account actual realisation prices of investments and realisation expenses, calculated on the Valuation Date immediately preceding the date at which such decision will take effect or to convert Shares of a relevant Class under the terms fixed by the Board into Shares of another Class. There will be no quorum requirements for this General Meeting which will decide by resolution taken by simple majority of those present or represented and voting at such General Meeting.

29.3 Assets which may not be distributed upon the implementation of the liquidation or merger will be deposited with the Caisse de Consignation in Luxembourg on behalf of the persons entitled thereto within the applicable time period.

29.4 All redeemed Shares will be cancelled.

29.5 The allocation of the assets of the Company to those of another UCI (or a sub-fund thereof) or the contribution of the assets and liabilities of the Company to another UCI (or a sub-fund thereof) will require a resolution of the General Meeting with 50% quorum requirement of the Shares in issue and adopted at a 2/3 majority of the shares present or represented, except when such an amalgamation is to be implemented with a Luxembourg UCI of the contractual type (fonds commun de placement) or a foreign based UCI, in which case resolutions will be binding only on such Shareholders who have voted in favour of such amalgamation.

30. Art. 30. Accounting year. The accounting year of the Company will begin on 1 January and ends on 31 December of each year.

31. Art. 31. Annual accounts.

31.1 Each year, at the end of the financial year, the Board will draw up the annual accounts of the Company in the form required by the 2007 Act.

31.2 At the latest one month prior to the annual General Meeting, the Board will submit the Company's balance sheet and profit and loss account together with its report and such other documents as may be required by law to the independent auditor of the Company who will thereupon draw up its report.

31.3 At the latest 15 (fifteen) days prior to the annual General Meeting, the balance sheet, the profit and loss account, the reports of the Board and of the independent auditor and such other documents as may be required by law will be deposited at the registered office of the Company where they will be available for inspection by the Shareholders during regular business hours.

32. Art. 32. Application of income.

32.1 The General Meeting determines, upon proposal from the Board and within the limits provided by law and the Memorandum, how the income of the Company will be applied with regard to each existing Class, and may declare, or authorise the Board to declare, dividends.

32.2 The Board may decide to pay dividends subject to the prior consent of the General Meeting.

32.3 Dividends may be paid in such a currency and at such a time and place as the Board determines from time to time.

32.4 The Board may decide, subject to the prior consent of the General Meeting, to distribute bonus stock in lieu of cash dividends under the terms and conditions set forth by the Board.

32.5 Any dividend that has not been claimed within five (5) years of its declaration will be forfeited and revert to the Company.

32.6 No interest will be paid on a dividend declared by the Company and kept by it at the disposal of its beneficiary.

33. Art. 33. Custodian.

33.1 The Company will enter into a custody agreement with a bank or savings institution which will satisfy the requirements of the 2007 Act (the Custodian) which will assume towards the Company and its Shareholders the responsibilities provided by the 2007 Act. The fees payable to the Custodian will be determined in the custody agreement.

33.2 In the event of the Custodian desiring to retire, the Board will within two (2) months appoint another financial institution to act as custodian and upon doing so the Board will appoint such institution to be custodian in place of the retiring Custodian. The Board will have power to terminate the appointment of the Custodian but will not remove the Custodian unless and until a successor custodian will have been appointed in accordance with this provision to act in place thereof.

34. Art. 34. Winding up.

34.1 The Company may at any time be dissolved by a resolution of the General Meeting, subject to the quorum and majority requirements for amendment to these Articles.

34.2 If the assets of the Company fall below two-thirds of the minimum capital indicated in article 5, the question of the dissolution of the Company will be referred to the General Meeting by the Board.

The General Meeting, for which no quorum will be required, will decide by simple majority of the votes of the Shares represented at the General Meeting.

34.3 The question of the dissolution of the Company will further be referred to the General Meeting whenever the share capital falls below one-fourth of the minimum capital set by article 5; in such event, the General Meeting will be held without any voting quorum requirements and the dissolution may be decided by Shareholders holding one-quarter of the votes of the Shares represented at the General Meeting.

34.4 The General Meeting must be convened so that it is held within a period of forty (40) days from the ascertainment that the net assets of the Company have fallen below two-thirds or one-quarter of the legal minimum, as the case may be.

34.5 In the event of dissolution of the Company liquidation will be carried out by one or several liquidators (who may be physical persons or legal entities) named by the General Meeting effecting such dissolution and which will determine their powers and their compensation.

34.6 The decision to dissolve the Company will be published in the Mémorial and, if required or necessary, in two newspapers with adequate circulation, one of which must then be a Luxembourg newspaper.

34.7 The liquidator(s) will realise the Company's assets in the best interests of the Shareholders and apportion the proceeds of the liquidation, after deduction of liquidation costs, amongst the Shareholders according to their respective pro rata.

34.8 The remaining liquidation proceeds following the closing of the liquidation are to be deposited with the Caisse de Dépôt et Consignation in Luxembourg within a period of 9 months following the decision by the Shareholders to dissolve and liquidate the Company.

34.9 Any amounts unclaimed by the Shareholders at the closing of the liquidation of the Company will remain with the Caisse des Dépôts et Consignation in Luxembourg for a duration of thirty (30) years. If amounts deposited remain unclaimed beyond the prescribed time limit, they will be forfeited.

35. Art. 35. Applicable law.

35.1 All matters not governed by these Articles will be determined in accordance with the 2007 Act and the Companies Act in accordance with article 1.2 of these Articles.

Transitional provisions

The first business year begins today and ends on 31 December 2013.

The first annual General Meeting will be held in 2014.

Subscription

The Articles of the Company having thus been established, the party appearing hereby declares that it subscribes to thirty thousand (30,000) Shares representing the total share capital of the Company.

All these shares have been fully paid up by the shareholder by payment in cash, so that the sum of one hundred and fifty thousand Polish Zloty (PLN 150,000) paid by the shareholder is from now on at the free disposal of the Company, evidence thereof having been given to the officiating notary.

Statement - Costs

The notary executing this deed declares that the conditions prescribed by article 26, 26-3 and 26-5 of the Companies Act have been fulfilled and expressly bears witness to their fulfilment. Further, the notary executing this deed confirms that these Articles comply with the provisions of article 27 of the Companies Act.

The expenses, costs, remunerations and charges in any form whatsoever, which shall be borne by the Company as a result of the present deed are estimated to be approximately three thousand euro (EUR 3,000.-).

Resolutions of the sole shareholder

The above named party, representing the whole of the subscribed capital, has passed the following resolutions:

1. the number of directors is set at three (3);
2. the following persons are appointed as directors for 6 years:

- Hugo Neuman, director, born on 21 October 1960 in Amsterdam, the Netherlands and with professional address at 16, rue J.B. Fresez, L-1724 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg;

- Godfrey Abel, director, born on 2 July 1960 in Brixworth, England and with professional address at 30, rue de Crecy, L-1364 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg; and

- Jaap Meijer, director, born on 24 September 1965 in Laren, the Netherlands and with professional address at 6, Op der Dresch, L-8217 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg;

3. that there be appointed PricewaterhouseCoopers with registered office at 400, Route d'Esch, L-1014 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, as independent auditor (réviseur d'entreprises agréé) of the Company, for 6 years;

4. that the address of the registered office of the Company is at 5, rue Jean Monnet, L-2180 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that at the request of the above appearing party, the present deed is worded in English.

Whereof the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the person appearing, who is known to the notary by its surname, name, civil status and residence, the said person appearing signed the present deed together with the notary.

Signé: Sinan Omer Sar, Kessler.

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 14 février 2013. Relation: EAC/2013/2148. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): Santioni A.

POUR EXPEDITION CONFORME.

Référence de publication: 2013028660/710.

(130034302) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 février 2013.

Rakuten Europe S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1610 Luxembourg, 4-6, avenue de la Gare.

R.C.S. Luxembourg B 136.664.

Les statuts coordonnés suivant l'acte n° 65770 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013015984/10.

(130018986) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 janvier 2013.

Ramona S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2167 Luxembourg, 40, avenue Monterey.

R.C.S. Luxembourg B 157.186.

Le bilan de la société au 31/12/2011 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg.

Pour la société

Un mandataire

Référence de publication: 2013015985/12.

(130018337) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 janvier 2013.

Reliance Investments S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1628 Luxembourg, 1, rue des Glacis.

R.C.S. Luxembourg B 101.334.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 29 janvier 2013.

Référence de publication: 2013015991/10.

(130018700) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 janvier 2013.

Reliance Investments S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1628 Luxembourg, 1, rue des Glacis.

R.C.S. Luxembourg B 101.334.

Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 29 janvier 2013.

Référence de publication: 2013015992/10.

(130018701) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 janvier 2013.

Renova S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1219 Luxembourg, 23, rue Beaumont.
R.C.S. Luxembourg B 150.610.

Le bilan au 31 décembre 2011 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 23 janvier 2013.

POUR LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

Signature

Référence de publication: 2013015994/12.

(130018733) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 janvier 2013.

RFR Lux Holdings S. à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy.
R.C.S. Luxembourg B 125.601.

Suite à la cession de parts sociales en date du 7 Décembre 2012, RFR Frankfurt ET, LLC a transféré 465 parts sociales à RFR Germany LLC, ayant pour adresse 390 Park avenue, New York NY 10022, Etats-Unis d'Amérique et immatriculée au Registre Delaware Department of State sous le numéro 4036936.

A présent, les associés de la Société sont:

- RFR Frankfurt ET, LLC détient 35 parts sociales;
- RFR Germany LLC détient 465 parts sociales.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Manacor (Luxembourg) S.A.

Signatures

Gérant

Référence de publication: 2013016001/18.

(130018971) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 janvier 2013.

Menado-Trading e Serviços Internacionais S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 47, avenue J.F. Kennedy.
R.C.S. Luxembourg B 146.166.

In the year two thousand and twelve, on the twelfth day of November.

Before Maître Henri HELLINCKX, notary residing in Luxembourg.

There appeared:

- 1.- Francisco Javier LOIZAGA JIMENEZ, with professional address at c/Lagasca 88, Madrid, Spain;
2. - Rafael MATE RODRIGUEZ, with professional address at c/Lagasca 88, Madrid, Spain;
- 3.- Ramon CARNE CASAS, with professional address at c/Lagasca 88, Madrid, Spain;
- 4.- David ESTEFANEL PANELLA, with professional address at c/Lagasca 88, Madrid, Spain;
- 5.- Miguel ZURITA GONI, with professional address at c/Lagasca 88, Madrid, Spain;
6. - Nicolas JIMENEZ-UGARTE LUELMO, with professional address at c/Lagasca 88, Madrid, Spain; and
- 7.- Carlos BARALLOBRE GORDON, with professional address at c/Lagasca 88, Madrid, Spain (together the "Shareholders").

All here represented by Mrs. Solange Wolter, employee, with professional address in Luxembourg, by virtue of proxies given under private seal.

Such proxies having been signed "ne varietur" by the proxy holder acting on behalf of the appearing parties and the undersigned notary, shall remain attached to this deed to be filed with such deed with the registration authorities.

The parties hereby represented as described above, have requested the undersigned notary to record as follows:

1.- They are all the shareholders of Menado-Trading e Serviços Internacionais, S.à r.l., a Luxembourg "société à responsabilité limitée" having its registered office at 47, Avenue John F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, transferred from Portugal to Luxembourg, following a deed enacted by Maître Henri HELLINCKX, pre-named, on 28 April 2009, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (the "Mémorial C") number

1103 dated 4 June 2009, as rectified in the Mémorial C number 1195 dated 19 June 2009, and registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 146.166 (the "Company").

II.- The 1,546,049 (one million five hundred and forty-six thousand forty-nine) shares having a nominal value of EUR 0.01 (one Euro cent) each, representing the whole share capital of the Company, are represented so that the meeting can validly decide on all the items of the agenda of which the Shareholders expressly state having been duly informed beforehand.

III. - The agenda of the meeting is the following:

Agenda

1. Waiver of notice right;
2. Approval of the interim accounts of the Company as at 31 October 2012;
3. Acquisition by the Company of 154,605 of its own shares;
4. Immediate cancellation of the 154,605 acquired shares and subsequent decrease of the share capital of the Company;
5. Amendment of the first paragraph of article 8. of the articles of association of the Company in accordance with the above resolution;
6. Miscellaneous.

After the foregoing was approved by the Shareholders, the following resolutions have been taken:

First resolution

It is unanimously resolved that the Shareholders waive their right to the prior notice of the current meeting; the Shareholders acknowledge being sufficiently informed on the agenda and consider being validly convened and therefore agree to deliberate and vote upon all the items of the agenda. It is resolved further that all the relevant documentation has been put at the disposal of the Shareholders within a sufficient period of time in order to allow them to examine carefully each document.

Second resolution

It is unanimously acknowledged that a draft of the interim balance sheet of the Company as of 31 October 2012 was presented to the meeting (the "Interim Statement of Accounts").

After having carefully reviewed said documents, the Shareholders of the company unanimously approve the Interim Statement of Accounts.

Third resolution

It is unanimously resolved that the Company acquires 154,605 (one hundred and fifty-four thousand six hundred and five) of its own shares (the "Shares"), from its Shareholders in proportion to their shareholding (rounded as appropriate) in the Company (the "Acquisition of the Shares").

The Acquisition of the Shares is made at a global acquisition price amounting to NINE HUNDRED AND NINETY THOUSAND EUROS (EUR 990,000.-) to be paid to the Shareholders in proportion to their shareholding (rounded as appropriate) in the Company (the "Acquisition Price") and in compliance with the provisions of article 11. of the Company's articles of association.

The Acquisition of the Shares shall be made as follows:

- from Francisco Javier LOIZAGA JIMENEZ, THIRTY-ONE THOUSAND SIX HUNDRED AND TWENTY-FOUR (31,624) shares at an aggregate purchase price amounting to TWO HUNDRED AND TWO THOUSAND FIVE HUNDRED AND ONE EUROS (EUR 202,501.-)
- from Rafael MATE RODRIGUEZ, EIGHT THOUSAND SEVEN HUNDRED AND EIGHTY-FOUR (8,784) shares at an aggregate purchase price amounting to FIFTY-SIX THOUSAND TWO HUNDRED AND FORTY-EIGHT EUROS (EUR 56,248.-)
- from Ramon CARNE CASAS, TWENTY-SIX THOUSAND THREE HUNDRED AND FIFTY-THREE (26,353) shares at an aggregate purchase price amounting to ONE HUNDRED AND SIXTY-EIGHT THOUSAND SEVEN HUNDRED AND FORTY-NINE EUROS (EUR 168,749.-)
- from David ESTEFANEL PANELLA, TWENTY-SIX THOUSAND THREE HUNDRED AND FIFTY-THREE (26,353) shares at an aggregate purchase price amounting to ONE HUNDRED AND SIXTY-EIGHT THOUSAND SEVEN HUNDRED AND FORTY-NINE EUROS (EUR 168,749.-)
- from Miguel ZURITA GONI, TWENTY-SIX THOUSAND THREE HUNDRED AND FIFTY-THREE (26,353) shares at an aggregate purchase price amounting to ONE HUNDRED AND SIXTY-EIGHT THOUSAND SEVEN HUNDRED AND FORTY-NINE EUROS (EUR 168,749.-)
- from Nicolas JIMENEZ-UGARTE LUELMO, SEVENTEEN THOUSAND FIVE HUNDRED AND SIXTY-NINE (17,569) shares at an aggregate purchase price amounting to ONE HUNDRED AND TWELVE THOUSAND FIVE HUNDRED AND TWO EUROS (EUR 112,502.-)

and

- from Carlos BARALLOBRE GORDON, SEVENTEEN THOUSAND FIVE HUNDRED AND SIXTY-NINE (17,569) shares at an aggregate purchase price amounting to ONE HUNDRED AND TWELVE THOUSAND FIVE HUNDRED AND TWO EUROS (EUR 112,502.-).

It was noted that it results from the Interim Statement of Accounts that sufficient distributable funds are available in order to satisfy the payment of the Acquisition Price.

Fourth resolution

It is unanimously resolved, in accordance with the provisions of the fourth paragraph of article 11. of the Company's articles of association, to cancel the Shares, further to their acquisition by the Company such as described above.

As a result of the aforesaid cancellation of the Shares, the Company's share capital shall be decreased by an amount of EUR 1,546.05 (one thousand five hundred and forty-six Euro and five cents), corresponding to the aggregate nominal value of the Shares, from its current amount of EUR 15,460.49 (fifteen thousand four hundred and sixty Euro and forty-nine cents) to an amount of EUR 13,914.44 (fifteen thousand four hundred and sixty Euro and forty-nine Cents).

Fifth resolution

As a consequence of the foregoing resolutions, the Shareholders unanimously decide to amend the first paragraph of article 8. of the articles of association of the Company, in order to give it the following wording (the other paragraph of article 8. shall remain unchanged):

" **Art. 8.** The Company's share capital is set at EUR 13,914.44 (thirteen thousand nine hundred and fourteen Euro and forty-four Cents), represented by 1,391,444 (one million three hundred and ninety-one thousand four hundred and forty-four shares with a nominal value of EUR 0.01 (one Euro cent) each.

(...)"

Estimate of costs

The costs, expenses, fees and charges, in whatsoever form, which are to be borne by the Company or which shall be charged to it in connection with the resolutions above have been estimated at about EUR 1,200.-.

There being no further business before the meeting, the same was thereupon adjourned.

Whereof the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The undersigned notary who understands and speaks English states herewith that on request of the above appearing person, the present deed in English is followed by a French translation. On request of the same appearing person and in case of discrepancies between the French and English and text, the English version will prevail.

The document having been read to the mandatory of the persons appearing, he signed together with us, the notary, the present original deed.

Suit la traduction française du texte qui précède

L'an deux mille douze, le douze novembre.

Par-devant Maître Henri HELLINCKX, notaire résidant à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, soussigné.

Comparaissent:

- 1.- Francisco Javier LOIZAGA JIMENEZ, ayant pour adresse professionnelle c/Lagasca 88, Madrid, Espagne;
- 2.- Rafaél MATE RODRIGUEZ, ayant pour adresse professionnelle c/Lagasca 88, Madrid, Espagne;
- 3.- Ramon CARNE CASAS, ayant pour adresse professionnelle c/Lagasca 88, Madrid, Espagne;
- 4.- David ESTEFANEL PANELLA, ayant pour adresse professionnelle c/Lagasca 88, Madrid, Espagne;
- 5.- Miguel ZURITA GONI, ayant pour adresse professionnelle c/Lagasca 88, Madrid, Espagne;
- 6.- Nicolas JIMENEZ-UGARTE LUELMO, ayant pour adresse professionnelle c/Lagasca 88, Madrid, Espagne; et
- 7.- Carlos BARALLOBRE GORDON, ayant pour adresse professionnelle c/Lagasca 88, Madrid, Espagne; (ensemble les "Associés").

Tous ici représentés ensemble par Madame Solange Wolter, employée, ayant son adresse professionnelle à Luxembourg, en vertu de procurations sous seing privé à lui délivrées.

Lesdites procurations, paraphées "ne varietur" par le mandataire des comparants et le notaire instrumentant, demeureront annexées au présent acte pour être soumises avec lui aux formalités de l'enregistrement.

Les comparants, représentés tel que décrit ci-dessus, ont requis du notaire instrumentant d'acter comme suit:

I.- Ils représentent tous les associés de la société à responsabilité limitée, Menado-Trading e Serviços Internacionais, S.à r.l., dont le siège social est sis 47, Avenue John F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, transférée du Portugal vers le Luxembourg suivant un acte reçu par Maître Henri HELLINCKX, prénommé, le 28 avril 2009, publié au Mémorial C, Recueil Spécial des Sociétés et Associations numéro 1103 en date du 4 juin 2009, tel que rectifié au Mémorial C, Recueil Spécial des Sociétés et Associations numéro 1195 en date du 19 juin 2009, et inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, sous le section B numéro 146.166 (la "Société").

II.- Les 1.546.049 (un million cinq cent quarante-six mille huit quarante-neuf) parts sociales d'une valeur nominale de 0,01 Euro (un euro cent) chacune, représentant l'intégralité du capital social de la Société, sont représentées de telle sorte que l'assemblée peut se prononcer valablement sur tous les points portés à l'ordre du jour, et dont les Associés ont été dûment et préalablement informés.

III.- L'ordre du jour de l'assemblée est le suivant:

Ordre du jour

1. Renonciation au droit de convocation;
2. Approbation des comptes intermédiaires de la Société arrêtés au 31 octobre 2012;
3. Acquisition par la Société de 154.605 de ses propres parts sociales;
4. Annulation immédiate des 154.605 parts sociales acquises et réduction subséquente du capital social de la Société;
5. Modification du paragraphe premier de l'article 8. des statuts de la Société conformément à la résolution précédente;
6. Divers.

Suite à l'approbation par les Associés de ce qui précède, les résolutions suivantes ont été adoptées:

Première résolution

Il est unanimement décidé que les Associés renoncent à leur droit à une convocation préalable pour la présente assemblée; les Associés reconnaissent être suffisamment informés de l'ordre du jour, considèrent être valablement convoqués et s'accordent à délibérer et à voter sur tous les points portés à l'ordre du jour. De plus il est décidé que toute la documentation présentée lors de la réunion a été mise à la disposition des Associés pendant un laps de temps suffisant pour leur permettre d'examiner avec attention chaque document.

Deuxième résolution

Il est unanimement reconnu qu'un projet de bilan intermédiaire de la Société au 31 octobre 2012 a été présenté à l'assemblée (le "Bilan Intérimaire").

Après examen attentif dudit document, les Associés de la Société approuvent unanimement le Bilan Intérimaire.

Troisième résolution

Il est unanimement décidé que la Société acquiert 154.605 (cent cinquante-quatre mille six cent cinq) de ses propres parts sociales (les "Parts Sociales"), de ses Associés en proportion de leur participation (arrondie tel qu'approprié) dans la Société (l'"Acquisition des Parts Sociales").

L'Acquisition des Parts Sociales est effectuée pour un prix de rachat total d'un montant de NEUF CENT QUATRE-VINGT-DIX MILLE EUROS (EUR 990.000,-) devant être payé aux Associés en proportion de leur participation (arrondie tel qu'approprié) dans la Société (le "Prix d'Acquisition") et conformément aux dispositions du quatrième paragraphe de l'article 11. des statuts de la Société.

L'Acquisition des Parts Sociales sera effectuée comme suit:

- de Francisco Javier LOIZAGA JIMENEZ, TRENTE ET UN MILLE SIX CENT VINGT-QUATRE (31.624) parts sociales à un prix d'acquisition total s'élevant à DEUX CENT DEUX MILLE CINQ CENT UN EUROS (EUR 202.501,-)
 - de Rafaél MATE RODRIGUEZ, HUIT MILLE SEPT CENT QUATRE-VINGT-QUATRE (8.784) parts sociales à un prix d'acquisition total s'élevant à CINQUANTE-SIX MILLE DEUX CENT QUARANTE-HUIT EUROS (EUR 56.248,-)
 - de Ramon CARNE CASAS, VINGT-SIX MILLE TROIS CENT CINQUANTE-TROIS (26.353) parts sociales à un prix d'acquisition total s'élevant à CENT SOIXANTE-HUIT MILLE SEPT CENT QUARANTE-NEUF EUROS (EUR 168.749,-)
 - de David ESTEFANEL PANELLA, VINGT-SIX MILLE TROIS CENT CINQUANTE-TROIS (26.353) parts sociales à un prix d'acquisition total s'élevant à CENT SOIXANTE-HUIT MILLE SEPT CENT QUARANTE-NEUF EUROS (EUR 168.749,-)
 - de Miguel ZURITA GONI, VINGT-SIX MILLE TROIS CENT CINQUANTE-TROIS (26.353) parts sociales à un prix d'acquisition total s'élevant à CENT SOIXANTE-HUIT MILLE SEPT CENT QUARANTE-NEUF EUROS (EUR 168.749,-)
 - de Nicolas JIMENEZ-UGARTE LUELMO, DIX-SEPT MILLE CINQ CENT SOIXANTE-NEUF (17.569) parts sociales à un prix d'acquisition total s'élevant à CENT DOUZE MILLE CINQ CENT DEUX EUROS (EUR 112.502,-)
- et
- de Carlos BARALLOBRE GORDON, DIX-SEPT MILLE CINQ CENT SOIXANTE-NEUF (17.569) parts sociales à un prix d'acquisition total s'élevant à CENT DOUZE MILLE CINQ CENT DEUX EUROS (EUR 112.502,-)

Il a été noté qu'il résulte du Bilan Intérimaire que des fonds distribuables suffisants sont disponibles afin de satisfaire le paiement du Prix d'Acquisition.

Quatrième résolution

Il est unanimement décidé, en conformité avec les dispositions du quatrième paragraphe de l'article 11. des statuts de la Société, d'annuler les Parts Sociales, après leur acquisition par la Société telle que décrite ci-dessus.

En conséquence de l'annulation des Parts Sociales pré-mentionnée, le capital social de la Société devra être réduit d'un montant de 1.546,05 EUR (mille cinq cent quarante-six Euros et cinq cents) correspondant à la valeur nominale globale des Parts Sociales, de son montant actuel de 15.460,49 EUR (quinze mille quatre cent soixante Euros et quarante-neuf Cents) à un montant de 13.914,44 EUR (treize mille neuf cent quatorze Euros et quarante-quatre Cents).

Cinquième résolution

En conséquence des résolutions précédentes, les Associés décident unanimement de modifier le premier paragraphe de l'article 8. des statuts de la Société comme suit (l'autre paragraphe de l'article 8. demeure inchangé):

" **Art. 8.** Le capital social est fixé à 13.914,44 EUR (treize mille neuf cent quatorze Euros et quarante-quatre Cents) représenté par 1.391.444 (un million trois cent quatre-vingt-onze mille quatre cent quarante-quatre) parts sociales d'une valeur nominale de 0,01 Euro (un euro cent) chacune.

(...)"

Estimation des frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge en raison des résolutions ci-dessus s'élève à environ EUR 1.200,-.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour de l'assemblée, la séance a été levée.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Le notaire soussigné qui connaît la langue anglaise, constate que, sur demande des comparants le présent acte est rédigé en langue anglaise suivi d'une version française. Sur demande des mêmes comparants et en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fera foi.

Et après lecture faite au mandataire des comparants, il a signé avec Nous notaire, la présente minute.

Signé: S. WOLTER et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 16 novembre 2012. Relation: LAC/2012/54210. Reçu soixante-quinze euros (75.-EUR).

Le Receveur (signé): I. THILL.

- POUR EXPEDITION CONFORME - Délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 28 février 2013.

Référence de publication: 2013029294/214.

(130035918) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 février 2013.

Riteco Capital A.G., Société Anonyme.

Siège social: L-1650 Luxembourg, 6, avenue Guillaume.

R.C.S. Luxembourg B 156.883.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013016002/10.

(130019078) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 janvier 2013.

Riviera Homes S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 40, avenue Monterey.

R.C.S. Luxembourg B 115.169.

Le bilan de la société au 31/12/2011 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg.

Pour la société

Un mandataire

Référence de publication: 2013016003/12.

(130018339) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 janvier 2013.

Samson, Société Civile.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 21, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg E 4.761.

Les statuts coordonnés de la Société ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour Samson

Signature

Référence de publication: 2013016008/11.

(130018515) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 janvier 2013.

Sankaty European Investments, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 16.800,00.

Siège social: L-5365 Munsbach, 9A, rue Gabriel Lippmann.

R.C.S. Luxembourg B 119.056.

EXTRAIT

Par la signature d'un contrat de transfert de parts sociales le 27 décembre 2012 entre Huntington Cayman L.P. et Sankaty European Holdings S.à r.l., une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois ayant un capital social de EUR 18.000,-, avec son siège social au 9a, rue Gabriel Lippmann L-5365 Munsbach et enregistrée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 173.880, Huntington Cayman L.P. a transféré toutes les 672 actions détenues dans la Société à Sankaty European Holdings S.à r.l.

Sankaty European Holdings S.à r.l. est désormais l'associé unique de la Société et détient l'intégralité des 672 parts sociales de la Société.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 30 janvier 2013.

Pour Sankaty European Investments S.à r.l.

Référence de publication: 2013016009/19.

(130018752) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 janvier 2013.

Sherpa Capital Partners S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1330 Luxembourg, 44, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 173.869.

Extrait des résolutions prises lors de l'Assemblée Générale Ordinaire tenue de façon Extraordinaire le 21 janvier 2013

1^{ère} Résolution:

L'Assemblée décide de nommer à la fonction d'administrateur de catégorie A:

- Monsieur Gilles Plaquet, administrateur de sociétés, né à Tournai (Belgique) le 23 septembre 1958, demeurant au 1, rue Michel Holyman, B-7536 Vaulx (Belgique).

- Monsieur Christian Frey, administrateur de sociétés, né à Zürich (Suisse) le 19 juin 1968, demeurant au 2 Gotthardweg, CH-5622 Waltenswil, Suisse

Leur mandat expirera lors de l'assemblée générale ordinaire des actionnaires approuvant les comptes annuels qui se tiendra en 2016.

2^{ème} Résolution:

L'assemblée décide de nommer à la fonction d'administrateur de catégorie B:

- Monsieur Andréas Tartoras, réviseur d'entreprises, né à Bruxelles (Belgique) le 30 juillet 1978, demeurant professionnellement au 44, Boulevard Grande-Duchesse Charlotte, L-1330 Luxembourg

Son mandat expirera lors de l'assemblée générale ordinaire des actionnaires approuvant les comptes annuels qui se tiendra en 2016.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 28 janvier 2013.
Pour Sherpa Capital Partners S.A.
Signature

Référence de publication: 2013016010/26.

(130018662) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 janvier 2013.

Signalhorn S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 8.973.081,00.

Siège social: L-2165 Luxembourg, 26-28, rives de Clausen.

R.C.S. Luxembourg B 113.340.

Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire des associés tenue à Luxembourg le 24 janvier 2013

Il résulte dudit procès-verbal que:

- Monsieur Valery Panasenkov a démissionné de ses fonctions de gérant de classe B de la Société avec effet immédiat;
- Monsieur Stefan Matthaei, avec adresse professionnelle à Raut 30, D-82444 Schlehdorf, Allemagne, a été nommé gérant de classe B de la Société avec effet immédiat et ce pour une durée indéterminée.

Luxembourg, le 30 janvier 2013.

Pour extrait conforme

Alex SCHMITT

Mandataire

Référence de publication: 2013016011/17.

(130018768) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 janvier 2013.

Smurfit Kappa Feeder Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 2.482.306,69.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 20, avenue Monterey.

R.C.S. Luxembourg B 140.770.

EXTRAIT

Les mandats de gérant de la Société de M. David Gordon Milne et M. Hugh Alexander Briggs ont prit fin avec effet au 31 Décembre 2012.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 29 janvier 2013.

Pour la Société

Un Gérant

Référence de publication: 2013016012/15.

(130018488) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 janvier 2013.

Mikado Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 13.620,00.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2-8, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 174.406.

"Eumi Tra" Holding Company B.V./S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 45.378,00.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2-8, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 174.402.

PROJET DE FUSION

In the year two thousand and thirteen, on twenty-first day of February

Before Us, Maître Gerard LECUIT, notary residing in Luxembourg (Grand Duchy of Luxembourg), as undersigned.

There appeared:

- 1) The board of managers of Mikado Holdings S.à r.l., a société à responsabilité limitée validly established and existing under the laws of the Grand-Duchy of Luxembourg, having a share capital of EUR 13,260 and its registered office at Le

Dôme, Entrée C, 2^e étage, 2-8 Avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register (Registre de Commerce et des Sociétés, Luxembourg) (the "Absorbing Company"), under number B174406, represented by its managers Luxembourg Corporation Company S.A., having its registered office at L-2346 Luxembourg, 20, rue de la Poste, itself represented by Mrs Catherine NOENS and Mr Fabio SPADONI, both employee, residing professionally in Luxembourg, acting jointly in their capacity as proxyholder A and Mr Mito TAISHI, manager, residing in Kuala Lumpur, Malaysia;

2) The board of managers of "Eumi Tra" Holding Company B.V./ S.à r.l., a company incorporated in the Netherlands having transferred its central administration to Luxembourg at Le Dôme, Entrée C, 2^e étage, 2-8 Avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg on 20 December 2012, the registered office remaining located in the Netherlands, at Naritaweg 165, Telestone 8, 1043 BW Amsterdam and registered with the Companies Register of the Netherlands under number 33138091; having adopted, further to the said transfer, the form of a Luxembourg société à responsabilité limitée and registered with the Trade and Companies Register of Luxembourg (Registre de Commerce et des Sociétés, Luxembourg) under number B174402; (the "Absorbed Company") represented by Luxembourg Corporation Company S.A., prenamed, itself represented by Mrs Catherine NOENS and Mr Fabio SPADONI, prenamed, acting jointly in their capacity as proxyholder A and Mr Mito TAISHI, prenamed;

The appearing parties have declared and requested the notary to enact the terms and conditions of the common draft terms of merger, established by the appearing parties according to article 271 (1) of the amended law of 10 August 1915 on commercial companies (the "Law of 1915") in the form of a notarial deed. The appearing parties have, with regard to the Absorbing Company, by the written circular resolutions of its board of managers on 18 February 2013 and with regard to the Absorbed Company, by the unanimous decision of its board of management on 18 February 2013, and in compliance with Articles 261, 263(1) and 279(2) of the Law of 1915, decided to submit this draft common plan of merger (the "Merger Plan") to the approval of the shareholders of the Absorbing Company. The terms of the Merger Plan are as follows:

1. Merger. The Absorbing Company proposes to absorb the Absorbed Company by way of a simplified cross-border merger by absorption pursuant to the provisions of Articles 257 to 276 and 278 to 280 of the Law of 1915, the Absorbing Company holding 100% of the share capital of the Absorbed Company and in the manner as described in Section 2:309 of the Dutch Civil Code (the "Merger").

The Absorbing Company and the Absorbed Company are hereinafter collectively referred to as the "Merging Companies".

2. Legal effects of the Merger.

- The universal transfer, both as between the Absorbed Company and the Absorbing Company and vis-à-vis third parties, of all the assets and liabilities of the Absorbed Company to the Absorbing Company;
- The Absorbed Company will cease to exist and all its issued shares will be cancelled.

3. Corporate form, Name and Registered office of the Merging Companies

3.1 Merging Companies

The Absorbing Company is a société à responsabilité limitée validly established and existing under the law of the Grand-Duchy of Luxembourg, having its registered office at Le Dôme, Entrée C, 2^e étage, 2-8 Avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg, Grand-Duché of Luxembourg, registered with the trade and companies register of Luxembourg (Registre de commerce et des sociétés, Luxembourg) under the number B 174406, which the registered office was transferred from Curaçao to Luxembourg by a notarial deed on 20 December 2012, in the process of publication in the Mémorial Recueil des Sociétés et Associations. The share capital of the Absorbing Company is set at thirteen thousand six hundred and twenty Euros (EUR 13,620.-) represented by thirty (30) shares of a nominal value of four hundred and fifty-four euros (EUR 454.-) each.

The Absorbed Company is a company incorporated in the Netherlands having transferred its central administration to Luxembourg at Le Dôme, Entrée C, 2^e étage, 2-8 Avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg by a notarial deed on 20 December 2012, in the process of publication in the Mémorial Recueil des Sociétés et Associations. Further to the said transfer, the Absorbed Company has adopted the form of a Luxembourg société à responsabilité limitée and has been registered with the Trade and Companies Register of Luxembourg (Registre de commerce et des sociétés, Luxembourg) under the number B174402. Its share capital is set at forty-five thousand three hundred and seventy-eight euros (EUR 45,378.-) represented by one hundred (100) shares of a nominal value of four hundred and fifty-three euros and seventy-eight cents (EUR 453.78). Its registered office in the Netherlands is located at Naritaweg 165, Telestone 8, 1043 BW Amsterdam. The Absorbed Company is still registered with the Companies Register of Amsterdam (the Netherlands) under number 33138091.

3.2 The Absorbing Company after the Merger

After the Merger, the Absorbing Company will continue to exist under the corporate form of a société à responsabilité limitée and will keep the address of its present registered office at Le Dôme, Entrée C, 2^e étage, 2-8 Avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg, Grand-Duché of Luxembourg.

However, subject to the approval of the general meeting of shareholders of the Absorbing Company, the corporate name of the Absorbing Company should change into "Eumi Tra Holdings S.a r.l." right after the Merger.

Moreover, subject to the approval of the general meeting of shareholders of the Absorbing Company, the article 4 of the articles of association of the Absorbing Company at present read as set out in the document attached to the Merger Plan as Appendix 1 should be amended right after the Merger so as to be read as follows:

" Art. 4. Object. The exclusive object of the Company is all transactions pertaining directly or indirectly to the taking of participating interests in Luxembourg or foreign companies, or in any companies or enterprises in any form whatsoever, as well as the administration, the management, the control and the development of such participations, as well as the entry into joint venture of a corporate or contractual form.

The Company may also do any other form of investment, including in particular, the acquisition of any type of securities, whether negotiable or not, stock bonds, debentures, notes and other securities, including those issued by any government or any other international, national or local authority, and of any rights attached thereto, either by way of purchase, contribution, subscription, option or in any other manner, as well as the transfer by sale, exchange or in any other manner. Moreover, the Company may proceed to the acquisition and development of connected patents and licences.

The Company may also invest in real estate or any other kind or form of immovable or movable property.

The Company may borrow in any kind or form and carry out the issuance of bonds, notes convertible bonds, debentures and any other type of equity or debt securities. However no loan may be obtained by the public issue of bonds nor may shares be subject of a public issue.

The Company may also grant any securities or guarantees in favour of third parties to secure its obligations. The Company may further pledge, transfer, encumber or otherwise create securities over all or some of its assets.

The Company may further guarantee, grant loans or otherwise assist the companies (by way of loans, advances, guarantees or securities or otherwise) in which it holds a direct or indirect participation.

The company has all powers necessary to the accomplishment or the development of its object, carry out any commercial, industrial or financial activities which it may deem useful in the accomplishment of its object."

According to Article 261 (4) (a) of the Law of 1915 a copy of the Articles of Association of the Absorbing Company shall remain attached to the present deed.

4. Information on the valuation of the assets and Liabilities transferred to the Absorbing Company. On 20 December 2012, the assets and liabilities of the Absorbed Company amounted respectively to EUR 832,176.- and EUR 00,00.-, each as set forth in the interim financial statements of the Absorbed Company as of 20 December 2012.

The net asset value contributed by the Absorbed Company to the Absorbing Company amounts to EUR 832,176.- (eight hundred thirty-two thousand one hundred and seventy-six euros)

The Absorbing Company shall not issue shares in substitution of the shares annulled as an effect of the merger and shall not therefore amend its share capital

5. Date of the Merging Companies' accounts used to establish the conditions of the Merger. The date of the Merging Companies' accounts used to establish the conditions of the Merger is 20 December 2012.

6. Date from which the operations of the Absorbed Company shall be treated for accounting purposes as being carried out on behalf of the Absorbing Company. The operations of the Absorbed Company shall be treated for accounting purposes as being carried out on behalf of the Absorbing Company on 1 January 2013, being the date from which the rights and obligations of the Absorbed Company will be considered as having been transferred to the Absorbing Company.

7. Effective date of the Merger. The Merger will be effective between the parties once it has been approved by the general meeting of shareholders of the Absorbing Company in compliance with Articles 263 (1) and 279 (2) of the Law of 1915 and provided the conditions of Article 267 (1) of the Law of 1915 have been met.

Pursuant to Article 273ter of the Law of 1915, the Merger shall become effective and final vis-à-vis third parties on the date on which the extraordinary general meeting of the shareholders of the Absorbing Company approving the Merger is published in the Luxembourg Official Gazette Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (the "Effective Date"). The Luxembourg Trade and Companies Register (Registre de commerce et des sociétés, Luxembourg) will notify the Dutch Chamber of Commerce for Amsterdam upon registration of the Merger in Luxembourg.

8. Special rights conferred by the Absorbing Company to its shareholders within the meaning of Article 261 (f) of the Law of 1915. The Absorbing Company is not obliged to confer any special rights since there are no shareholders with special rights.

9. Particular advantages granted to members of the boards of managers of the Merging Companies and to experts referred to in Article 266 of the Law of 1915 and in Book 2 of the Dutch Civil Code. No particular advantage is granted to the members of the boards of managers of the Merging Companies and to experts referred to in Article 266 of the Law of 1915 and in Book 2 of the Dutch Civil code.

10. Information concerning the Merger. In compliance with Article 262(1) of the Law of 1915, the Merger Plan must be published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations at least one month before the Merger becomes effective between the Merging Companies.

In compliance with Article 267(1) of the Law of 1915, the following documents will, at the registered office of the Absorbing Company, be at the disposal of the shareholders of the Absorbing Company for control at least one month before the Merger becomes effective between the Merging Companies:

- the Merger Plan;
- the annual accounts and management reports of the Merging Companies of the last three financial years;
- the interim accounts of the Merging Companies as of 20 December 2012.

Shareholders of the Absorbing Company may obtain copies thereof free of charge.

Based on Article 265 (3) of the Law of 1915, the report referred to in Article 265 (1) is not required since all the shareholders of the Absorbing Company, in its circular resolutions dated on 19 February 2013 and the sole shareholder of the Absorbed Company in its written resolutions dated on 18 February 2013 have so agreed.

11. Rights of creditors as referred to in Article 262 c) of the Law of 1915 and Section 2:316 of the Dutch Civil Code. The creditors of the Absorbing Company and of the Absorbed Company shall be entitled to request the provision of collateral pursuant to Article 268 of the 1915 and Section 2:316 of the Dutch Civil Code.

Pursuant to Article 268 of the 1915 Law, they may also obtain, free of charge, complete information regarding the procedure to be followed to exercise their rights as creditors of the Absorbing Company and/or Absorbed Company at the following address: Le Dôme, Entrée C, 2^e étage, 2-8 Avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg.

12. Rights and Compensation to be given as against the Absorbing Company under Section 2:320 of the Dutch Civil Code. Whereas there are no persons who otherwise than as shareholder possess any special rights as against the Absorbing Company, no special rights or compensation shall be given.

13. Intention as to the constitution of the board of managers and the supervisory board of the Absorbing Company further to the Merger. The Board of Managers of the Absorbing Company shall not be amended.

The Acquiring Company has no supervisory board.

14. Intended measures relating to the shareholders of the Absorbed Company as referred to in Book 2 of the Dutch Civil Code In view of the nature of the merger (parent-subsidiary merger) no measures are intended to be taken.

15. Intentions regarding the continuation or discontinuation of business operations. The business operations of the Absorbed Company shall be continued by the Absorbing Company.

16. Approval of the Merger. The Merger will be approved by the general meeting of shareholders of the Absorbing Company; the Merger is not subject to any further approval in accordance with Article 263 together with Article 279 (2) of the Law of 1915 or with any provision of the Book 2 of the Dutch Civil Code or the articles of association of the Absorbing Company and of the Absorbed Company.

17. Information on the procedure for the adoption of arrangements with regards to co-determination as referred to in Section 2:333K of the Dutch Civil Code in the Absorbing Company. Not applicable. There are no involvement procedures of employees (regelingen met betrekking tot medezeggenschap) in the definition of their rights to participate in the Absorbing Company.

18. The probable consequences of the Merger on employment. The Merging companies having no employees, the Merger will not have any effect on employment.

19. The effect of the merger on the volume of the good-will and the distributable reserves of the Absorbing Company.

19.1 Goodwill:

The merger shall have no effect on the goodwill of the Absorbing Company.

The method of implementation of the Merger shall create no (additional) goodwill.

19.2 Distributable reserves:

The Merger shall have no effect on the distributable reserves of the Absorbing Company.

20. Applicable law and Jurisdiction. The effects of the Merger shall be governed by the law of the Grand Duchy of Luxembourg. All legal and other disputes arising out of or in connection with the Merger, including disputes about its validity, shall, to the extent legally permitted, be exclusively settled by the courts of the city of Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

21. Miscellaneous. All documentation in relation to the cross border merger of the Absorbed Company and the Absorbing Company will be deposited with the Amsterdam Trade and Companies Register and the registered offices of the Absorbed Company and the Absorbing Company and with the Luxembourg Trade and Companies Register.

The statutory documents and books of the Absorbed Company will be deposited and conserved for the legally prescribed period at the registered office of the Absorbing Company

Powers

All powers of attorney are conferred to the holder of an original or a copy of the present deed in order to perform all the procedures and to make all the declarations, announcements, filings, publications and other.

Statement

The undersigned notary declares to certify the lawfulness of the present draft terms of merger, according to the stipulations of article 271 (2) of the Law of 1915.

Estimate of costs

The amount of expenses, costs, remunerations and charges in any form whatsoever, which shall be borne by the Absorbing Company as a result of the present deed is estimated to be approximately EUR 2,500 (two thousand five hundred Euro).

The undersigned notary who understands and speaks English, states that, on request of the appearing parties, the present deed is worded in English followed by a French version. At the request of the same appearing parties, in case of discrepancies between the English and the French text, the English version shall prevail.

Whereof, the present notarial deed was drawn in Luxembourg, on the date mentioned at the beginning of the present deed.

After having been read to the persons appearing, each known by the notary by their last names, names, status and residence, the said persons signed, together with the notary, the present original deed.

Suit la traduction en français du texte qui précède.

L'an deux mille treize, le vingt et un février.

Par-devant Nous, Maître Gérard LECUIT, notaire de résidence à Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg), sous-signée.

Ont comparu:

1) Le conseil de gérance de Mikado Holdings S.à r.l., société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois au capital social de EUR 13.260.-, établie et ayant son siège social à Le Dôme, Entrée C, 2^e étage, 2-8 Avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg, Grand Duché du Luxembourg, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, sous le numéro B174406, («la Société Absorbante») représentée par ses gérants Luxembourg Corporation Company S.A., ayant son siège social à L-2346 Luxembourg, 20, rue de la Poste, elle-même représentée par Madame Catherine NOENS et Monsieur Fabio SPADONI, tous deux employés, demeurant professionnellement à Luxembourg, agissant conjointement en leur qualité de fondé de pouvoirs A et Mr Mito TAISHI, gérant de sociétés, demeurant à Kuala Lumpur, Malaisie;

2) Le conseil de gérance de "Eumi Tra" Holding Company B.V/ S.à r.l., société constituée aux Pays-Bas, ayant transféré son administration centrale au Luxembourg à Le Dôme, Entrée C, 2^e étage, 2-8 Avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg, Grand-Duché du Luxembourg, le 20 décembre 2012, son siège social étant resté à Naritaweg 165, Telestone 8, 1043 BW Amsterdam et étant immatriculé à ce titre au Registre des Sociétés du Pays-Bas sous le numéro 33138091; ayant adopté suite audit transfert, la forme d'une société à responsabilité limitée et ayant été immatriculée à ce titre au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B174402 (la «Société Absorbée»); représentée par ses gérants Luxembourg Corporation Company S.A., précitée, elle-même représentée par Madame Catherine NOENS et Monsieur Fabio SPADONI, précités, agissant conjointement en leur qualité de fondé de pouvoirs A et Monsieur Mito TAISHI, précité.

Lesquels comparants ont déclaré et requis le notaire instrumentaire d'acter les termes et conditions d'un projet de fusion, à établir par les présentes entre les sociétés précitées par application de l'article 271 1) de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales (la «Loi de 1915») en la forme notariée.

Les comparants ont, pour la Société Absorbante, par résolutions circulaires écrites de son conseil de gérance en date du 18 février 2013 et, pour la Société Absorbée, par décision unanime de son conseil de gérance du 18 février 2013, et conformément aux dispositions des articles 261, 263 (1), 278 et 279 (2) de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle qu'amendée (la "Loi de 1915"), ainsi qu'aux dispositions du Livre 2 du Code Civil néerlandais, décidé de soumettre le présent projet commun de fusion (le "Projet de Fusion") à l'approbation des associés de la Société Absorbante. Le Projet de Fusion a la teneur suivante:

1. Fusion. La Société Absorbante se propose d'absorber la Société Absorbée par fusion transfrontalière simplifiée par absorption, conformément à la Section 2:309 du Code Civil néerlandais et aux dispositions des articles 257 à 276 et 278 à 280 de la Loi de 1915, la Société Absorbante détenant la totalité des parts sociales de la Société Absorbée, (la "Fusion")

La Société Absorbante et la Société Absorbée sont ci-après désignées les "Sociétés Fusionnantes".

2. Effets juridiques de la Fusion.

- La transmission universelle, tant entre les Sociétés Fusionnantes qu'à l'égard des tiers, de l'ensemble du patrimoine actif et passif de la Société Absorbée à la Société Absorbante;

- La Société Absorbée cessera d'exister et ses parts sociales seront annulées.

3. Forme sociale, Nom et Siège social des Sociétés Fusionnantes

3.1 Sociétés fusionnantes.

La Société Absorbante est une société à responsabilité limitée établie et ayant son siège social à Le Dôme, Entrée C, 2^e étage, 2-8 Avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg, Grand-Duché du Luxembourg, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, sous le numéro B174406, dont le siège social a été transférée de Curaçao à Luxembourg suivant acte notarié du 20 décembre 2012, en cours de publication au Mémorial Recueil des Sociétés et Associations. Elle a un capital social de treize mille six cent vingt euros (EUR 13.620) représenté par trente (30) parts sociales d'une valeur nominale de quatre cent cinquante-quatre euros (EUR 454) chacune.

La Société Absorbée est une société constituée au Pays-Bas et ayant transféré son administration centrale au Luxembourg à Le Dôme, Entrée C, 2^e étage, 2-8 Avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg, Grand-Duché du Luxembourg, suivant acte notarié du 20 décembre 2012 en cours de publication au Mémorial Recueil des Sociétés et Associations; suite audit transfert, "Eumi Tra" Holding Company B.V/ S.à r.l. a adopté la forme d'une société à responsabilité limitée et a été immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B174402; le capital social de cette société est de quarante-cinq mille trois cent soixante-dix-huit Euros (EUR 45.378) représenté par cent (100) parts sociales d'une valeur nominale de quatre cent cinquante-trois euros et soixante-dix-huit centimes (EUR 453,78); son siège social est sis à Naritaweg 165, Telestone 8, 1043 BW Amsterdam: La Société Absorbée est toujours enregistrée au Registre des Sociétés d'Amsterdam (Pays-Bas) sous le numéro 33138091.

3.2 La Société Absorbante après la Fusion

Suite à la Fusion, la Société Absorbante continuera d'exister sous la forme d'une société à responsabilité limitée et conservera son siège social à Le Dôme, Entrée C, 2^e étage, 2-8 Avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg, Grand-Duché du Luxembourg. Toutefois, sous réserve de l'approbation par l'assemblée générale des associés de la Société Absorbante, la dénomination sociale de la Société Absorbante deviendra "Eumi tra Holdings S.à r.l." peu après la Fusion.

De plus, sous réserve de l'approbation par l'assemblée générale des associés de la Société Absorbante, l'article 4 des statuts de la Société Absorbante, actuellement rédigé tel qu'il apparaît dans l'Annexe 1 du Projet de Fusion, sera ainsi modifié pour lui donner la teneur suivante:

" **Art. 4. Objet.** La Société a pour objet exclusif la réalisation de toutes les opérations se rapportant directement ou indirectement à la prise de participations dans toute société au Luxembourg ou à l'étranger, ou toute entreprise quelle qu'en soit la forme, l'acquisition par achat, souscription ou toute autre manière ainsi que l'aliénation par la vente, échange ou toute autre manière de valeurs mobilières de toutes espèces, l'administration, la gestion, le contrôle et le développement des dites participations, ainsi que la participation à un partenariat commercial («joint venture») que ce soit sous la forme sociétaire ou contractuelle.

La Société peut procéder à tous types de placements, en ce compris en particulier l'acquisition de tous types de valeurs, négociables ou non, valeurs mobilières, obligations, titres de créance, effets de commerce et tous autres titres, y compris des valeurs émises par un Gouvernement, quel qu'il soit, ou par toute autre autorité internationale, nationale ou locale, et de tous autres droits s'y rattachant, que ce soit par achat, apport, souscription, option, ou par tout autre moyen, ainsi que le transfert par vente, échange ou par tout autre moyen. En outre, la Société est en droit de procéder à l'acquisition et au développement de brevets et licences s'y rapportant.

La Société peut également investir dans l'immobilier ou tout autre actif mobilier ou immobilier sous quelque forme que ce soit.

La Société peut contracter des emprunts de toute sorte et procéder à l'émission d'obligations ou d'obligations convertibles en parts sociales, de titres de créance, de titre participatif de toute nature ou dette. Néanmoins, il ne pourra être contracté d'emprunt par voie d'émission publique d'obligations, ni procédé à une émission publique de part sociales.

La Société peut également accorder des garanties au profit de tiers afin de garantir ses obligations. Elle peut en outre gager son patrimoine, et accorder des garanties ou sûretés de toutes sortes, ou encore donner en garantie tout bien faisant partie de son patrimoine.

La Société peut octroyer des garanties, accorder des prêts ou assister par d'autres moyens (par le biais de prêts, d'avances, de garantie, de valeurs mobilières ou autres) les sociétés dans lesquelles elle détient des participations, directement ou indirectement.

Plus généralement, la Société peut accomplir tous les actes nécessaires à la sauvegarde de ses intérêts, et réaliser toute opération directement ou indirectement liée à l'accomplissement de son objet, et utile à son développement. "

Conformément à l'article 261 (4) (a) de la Loi de 1915, une copie des statuts de la Société Absorbante sera annexée aux présentes.

4. Information concernant l'évaluation du patrimoine actif et Passif transféré à la Société Absorbante. Le 20 décembre 2012, l'actif et le passif de la Société Absorbée s'élevaient respectivement à EUR 832.176.- et EUR 00,00.-, ainsi qu'il en résulte des comptes intermédiaires de la Société Absorbée en date du 20 décembre 2012.

L'actif net apporté par la Société Absorbée à la Société Absorbante s'élève à EUR 832.176.- (huit cent trente deux mille cent soixante seize euros).

La Société Absorbante ne devra pas émettre d'actions afin de remplacer les actions annulées suite à la fusion et ne devra donc pas modifier son capital social.

5. Dates des comptes des Sociétés Fusionnantes utilisés pour définir les conditions de la Fusion. La date des comptes des Sociétés Fusionnantes utilisés pour définir les conditions de la Fusion est le 20 décembre 2012.

6. Date à partir de laquelle les opérations de la Société Absorbée seront considérées du point de vue comptable comme accomplies pour le compte de la Société Absorbante Les opérations de la Société Absorbée seront considérées comme accomplies pour le compte de la Société Absorbante à partir du 1^{er} janvier 2013, date à laquelle les droits et obligations de la Société Absorbée seront considérés comme ayant été transférés à la Société Absorbante.

7. Date d'effet de la Fusion. La Fusion prendra effet à l'égard des Sociétés Fusionnantes lorsque le Projet de Fusion aura été approuvé par l'assemblée générale des associés de la Société Absorbante, conformément aux articles 263 (1) et 279 (2) de la Loi de 1915 et lorsque les conditions requises par l'article 267 (1) de cette même loi auront été remplies.

En application de l'article 273 ter de la Loi de 1915, la Fusion prendra effet à l'égard des tiers à partir de la date de publication au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, conformément à l'article 9 de cette même loi, du procès-verbal de l'assemblée générale de la Société Absorbante décidant de la Fusion. Le Registre de commerce et des sociétés de Luxembourg notifiera sans délai la Chambre de Commerce d'Amsterdam (Pays-Bas) une fois la Fusion enregistrée.

8. Droits spéciaux accordés par la Société Absorbante à ses associés au sens de l'Article 261 (f) de la Loi de 1915. En l'absence d'associé bénéficiant de droits spéciaux, la Société absorbante n'a pas à prendre de mesure à leur égard.

9. Avantages particuliers attribués aux experts au sens de l'article 266 de la Loi de 1915, aux membres des organes d'administration, de direction, de surveillance ou de contrôle des Sociétés Fusionnantes ou au sens du Livre 2 du Code Civil néerlandais. Aucun avantage particulier n'est attribué aux membres des conseils de gérance des Sociétés Fusionnantes ainsi qu'aux experts, au sens de l'article 266 de la Loi de 1915 et du Livre 2 du Code Civil néerlandais

10. Informations concernant la Fusion. Conformément à l'article 262 (1) de la Loi de 1915, le Projet de Fusion sera publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations un mois au moins avant que la Fusion ne devienne effective entre les Sociétés Fusionnantes.

Conformément à l'article 267 (1) de la Loi de 1915, seront mis à la disposition des associés de la Société Absorbante au siège social de celle-ci un mois au moins avant que la Fusion ne devienne effective entre les Sociétés Fusionnantes:

- le Projet de Fusion;
- les comptes annuels et les rapports de gestion des trois derniers exercices des Sociétés Fusionnantes;
- un état comptable intérimaire des Sociétés Fusionnantes au 20 décembre 2012; dont copie pourra être demandée gratuitement.

Selon l'article 265 (3) de la Loi de 1915, le rapport visé à l'article 265 (1) de cette même loi n'est pas requis dans la mesure où tous les associés de la Société Absorbante, par résolutions circulaires en date du 19 février 2013, et l'associé unique de la Société Absorbée, par résolutions écrites en date du 18 février 2013, en ont décidé ainsi.

11. Droits des créanciers au sens de l'Article 262 c) de la Loi de 1915 et de la Section 2:316 du Code Civil Néerlandais. Les créanciers de la Société Absorbante et de la Société Absorbée peuvent demander, conformément à l'article 268 de la Loi de 1915 et à la Section 2:316 du Code Civil Néerlandais, la constitution de sûretés pour leurs créances,

Par ailleurs, en conformité avec l'article 268 de la Loi de 1915, ils peuvent s'ils le souhaitent obtenir une information complète et gratuite sur la procédure à suivre afin d'exercer leurs droits en tant que créanciers à l'adresse suivante: L-1653 Luxembourg, Le Dôme, Entrée C, 2^e étage, 2-8 Avenue Charles de Gaulle, Grand-Duché of Luxembourg.

12. Droits et compensation à faire valoir contre la Société Absorbante au sens de la Section 2:320 du Code Civil néerlandais. Dans la mesure où personne, autrement que dans sa capacité d'associé, ne possède de droits spéciaux vis-à-vis de la Société Absorbante, aucun droit spécial et aucune compensation ne sera accordée.

13. Intention quant à la constitution du conseil de gérance et du conseil de surveillance de la Société Absorbante suite à la Fusion. La composition du conseil de gérance ne sera pas modifiée.

La Société Absorbante n'a pas de conseil de surveillance.

14. Mesures prévues pour les associés de la Société Absorbée visées dans le Livre 2 du Code Civil néerlandais. En considération de la nature de la Fusion (fusion mère-fille), aucune mesure visée dans le Livre 2 du Code Civil néerlandais ne sera prise.

15. Intention quant à la continuation ou la cessation des activités commerciales. Les activités commerciales de la Société Absorbée seront reprises par la Société Absorbante.

16. Approbation de la Fusion. La Fusion sera approuvée par l'assemblée générale des associés de la Société Absorbante; La Fusion ne requiert aucune autre approbation en vertu des articles 263 et 279 (2) de la Loi de 1915 et du Livre 2 du Code Civil néerlandais ainsi que des statuts de la Société Absorbante et de la Société Absorbée.

17. Informations sur la procédure d'adoption des accords relatifs à la co-détermination, visées à la Section 2:333K du Code Civil néerlandais, au sein de la Société Absorbante. Inapplicable. Il n'est pas prévu de procédure de participation du personnel (regelingen met betrekking tot medezeggenschap) dans la définition de leurs droits à la participation dans la Société Absorbante.

18. Conséquences probables de la Fusion sur l'emploi. La Société Absorbante et la Société Absorbée n'ayant aucun employé, la Fusion n'aura aucune conséquence sur l'emploi.

19. Impact de la Fusion sur le montant du good-will et des réserves distribuables de la Société Absorbante.

19.1 Goodwill:

La Fusion n'aura aucun impact sur le goodwill de la Société Absorbante.

La méthode de fusion choisie ne permet pas de créer de goodwill (supplémentaire).

19.2 Réserves distribuables

La Fusion n'aura aucun impact sur les réserves distribuables de la Société Absorbante.

20. Loi applicable et Compétence judiciaire. Les effets de la Fusion sont régis par la loi du Grand Duché du Luxembourg. Tout conflit, découlant ou en connexité avec la Fusion, notamment les litiges concernant sa validité, sera, dans la mesure où la loi le permet, tranché par les cours et tribunaux de la ville du Luxembourg, Grand Duché du Luxembourg.

21. Divers. L'ensemble de la documentation relative à la fusion transfrontalière de la Société Absorbée dans la Société Absorbante sera déposé auprès du Registre des Sociétés d'Amsterdam, au siège social de la Société Absorbée et de la Société Absorbante ainsi qu'auprès du Registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg.

Les documents et livres de la Société Absorbée seront déposés et conservés pendant la durée légale au siège social de la Société Absorbante

Pouvoirs

Tous pouvoirs sont donnés au porteur d'un original ou d'une copie des présentes pour effectuer toutes formalités et faire toutes déclarations, significations, dépôts, publications et autres.

Déclaration

Le notaire soussigné déclare attester la légalité du présent projet de fusion, conformément aux dispositions de l'article 271 (2) de la Loi de 1915.

Estimation des frais

Les dépenses, frais, rémunérations et charges sous quelque forme que ce soit, qui seront supportés par la Société Absorbante en conséquence du présent acte sont estimés approximativement à deux mille cinq cents Euros (EUR 2.500).

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais déclare que, sur demande des comparants, le présent acte a été rédigé en anglais suivi d'une version française. A la demande des mêmes comparants, en cas de divergences entre les textes anglais et français, le texte anglais prévaudra.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite aux comparants, tous connus du notaire instrumentaire par leurs noms, prénoms usuels, états et demeures, lesdits comparants ont signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: C. NOENS, F. SPADONI, M. TAISHI, G. LECUIT.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils, le 26 février 2013. Relation: LAC/2013/8825. Reçu douze euros (EUR 12,-).

Le Releveur (signé): I. THILL.

Suit copie de l'annexe:

Incorporated following a deed of Maître Joëlle BADEN, notary, residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, of December 20th, 2012, not yet published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et des Associations.

Constituée suivant acte reçu par Maître Joëlle BADEN, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, en date du 20 décembre 2012, en cours de publication au Mémorial C, Recueil des Sociétés et des Associations.

Chapter I. Corporation, Duration, Registered office, Object

Art. 1. Corporation. There is hereby established by the subscriber(s) and all those who may become owners of the shares below a company in the form of a société à responsabilité limitée (the "Company") governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg (the "Laws ") and by these articles of association (the "Articles of Association").

The Company will exist under the name of "Mikado Holdings S.à r.l."

Art. 2. Duration. The Company is formed for an unlimited duration.

Art. 3. Registered office. The registered office of the Company is established in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

The registered office may be transferred to any other place within the municipality of Luxembourg by a resolution of the manager(s).

Branches or other offices may be established either in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad by resolution of the manager(s).

In the event that, in the view of the manager(s), extraordinary political, economic or social developments occur or are imminent that would interfere with the normal activities of the Company at its registered office or with the ease of communications with such office or between such office and persons abroad, the Company may temporarily transfer the registered office abroad, until the complete cessation of these abnormal circumstances. Such temporary measures will have no effect on the nationality of the Company, which, notwithstanding the temporary transfer of the registered office, will remain a company governed by the Laws. Such temporary measures will be taken and notified to any interested parties by the manager(s).

Art. 4. Object. The exclusive object of the Company is:

1. To invest its assets in securities, including shares and other certificates of participation and bonds, as well as in other claims for interest bearing debts, however denominated and in any and all forms;
2. To acquire:
 - a. Revenues derived from the alienation or leasing of the right to use copyrights, patents, designs, secret processes or formulas, trademarks and other analogous property;
 - b. Royalties, including rentals, in respect of motion picture films or for the use of industrial, commercial or scientific equipment, as well as relating to the operation of a mine or quarry or any other extraction of natural resources and other immovable property;
 - c. Considerations paid for technical assistance.
3. To invest its assets either directly or indirectly in real property, situated or established outside the Grand Duchy of Luxembourg.

Chapter II. Capital, Shares

Art. 5. Issued capital. The issued capital of the Company is set at THIRTEEN THOUSAND SIX HUNDRED AND TWENTY EURO (EUR 13,620.-) divided into THIRTY (30) shares with a nominal value of FOUR HUNDRED FIFTY-FOUR EURO (EUR 454.-) each, all of which are fully paid up.

The rights and obligations attached to the shares shall be identical except to the extent otherwise provided by the Articles of Association or by the Laws.

In addition to the issued capital, there may be set up a premium account to which any premium paid on any share in addition to its nominal value is transferred. The amount of the premium account may be used to provide for the payment of any shares which the Company may repurchase from its shareholder(s) in compliance with the Laws, to offset any net realised losses, to make distributions to the shareholder(s) in the form of a dividend or to allocate funds to the legal reserve.

Art. 6. Increase and Reduction of capital. The issued capital of the Company may be increased or reduced one or several times by a resolution of the shareholder(s) adopted in compliance with the quorum and majority rules set by these Articles of Association or, as the case may be, by the Laws, for any amendment of these Articles of Association.

Art. 7. Shares. The capital of the Company is divided into shares, each of them having the same nominal value.

Each share entitles to one (1) vote. The Company may be composed of one single shareholder ("associé"), owner of all the shares, or several shareholders, but not exceeding forty (40) shareholders, unless authorized by the Laws.

The Company will recognise only one (1) holder per share. In case a share is owned by several persons, they must designate a single person to be considered as the sole owner of that share in relation to the Company. The Company is entitled to suspend the exercise of all rights attached to a share held by several owners until one owner has been designated.

The Company's shares are freely transferable among existing shareholders. Inter vivos, they may only be transferred to new shareholders subject to the approval of such transfer granted in a general meeting by the majority of shareholders, including the transferor, representing in the aggregate at least three quarter (3/4) of the capital of the Company.

Unless otherwise provided by the Laws, the shares may not be transmitted by reason of death to non-shareholders, except with the approval of shareholders representing in the aggregate at least three quarter (3/4) of the voting rights of the surviving shareholders.

The Company may acquire its own shares provided that the Company has sufficient distributable reserves and funds to that effect. The acquisition and disposal by the Company of shares held by it in its own capital shall take place by virtue

of a resolution of and on the terms and conditions to be decided upon by the sole shareholder or the general meeting of shareholders.

Art. 8. Incapacity, Bankruptcy or Insolvency of a shareholder. The death, legal incapacity, dissolution, bankruptcy or any other similar event regarding the sole shareholder, as the case may be, or any other shareholder shall not cause the Company's dissolution.

Chapter III. Management

Art. 9. Manager(s). The Company shall be managed by one or several managers ("gérants") who may but are not required to be shareholders of the Company.

In case of plurality of managers, the managers shall form together the board of managers (the "Board of Managers"), being the corporate body in charge of the Company's management and representation.

The use of the term "the manager(s)" in these Articles of Association shall refer to the Board of Managers or to the sole manager as applicable.

The manager(s) will be appointed by the sole shareholder or by the general meeting of shareholders, who will determine their number, the duration of their mandate and their remuneration, if any. The manager(s) is(are) eligible for reappointment and may be removed at any time, with or without cause, by a resolution of the sole shareholder or of the general meeting of shareholders.

The shareholder(s) shall neither participate in nor interfere with the management of the Company.

Art. 10. Powers of the manager(s). The manager(s) are vested with the broadest powers to perform all acts necessary or useful for accomplishing the Company's object.

All powers not expressly reserved by these Articles of Association or by the Laws to the shareholder(s) or to the auditor(s) are in the competence of the manager(s).

Art. 11. Delegation of powers - Representation of the Company. The manager(s) may delegate special powers or proxies, or entrust determined permanent or temporary functions to persons or committees chosen by them.

The Company will be bound towards third parties by the joint signature of any two managers or by the individual signature of the sole manager in case the Company has only one manager.

The Company will further be bound towards third parties by the joint signatures or sole signature of any person to whom special power has been delegated by the manager(s) but only within the limits of such special power.

The appointment of attorneys-in-fact shall require the approval of the general meeting of shareholders.

Art. 12. Meetings of the Board of Managers. In case a Board of Managers is formed, the following rules shall apply.

The Board of Managers may appoint from among its members a chairman (the "Chairman"). It may also appoint a secretary, who need not be a manager himself and who will be responsible for keeping the minutes of the meetings of the Board of Managers (the "Secretary").

The Board of Managers will meet upon call by the Chairman. A meeting of the Board of Managers shall also be convened if any two (2) of its members so require.

The Chairman will preside at all meetings of the Board of Managers, except that in his absence, or if no chairman has been appointed, the Board of Managers may appoint another member of the Board of Managers as chairman pro tempore by majority vote of the managers present or represented at such meeting.

A written notice of any meeting of the Board of Managers shall be given to the managers at least twenty-four (24) hours in advance of the date foreseen for the meeting, except in case of urgency, in which case the nature and motives of the urgency shall be mentioned in the notice.

The written notice shall be transmitted in writing, by facsimile, e-mail or any other similar means of communication allowing for the transmission of a written text. The written notice shall specify the date, time and the place of the meeting as well as the agenda and the nature of the business to be transacted.

No separate notice is required for meetings held at times and places specified in a time schedule previously adopted by resolution of the Board of Managers.

This notice may be waived by consent of each member of the Board of Managers in writing, by facsimile, email or any other similar means of communication allowing for the transmission of a written text.

Furthermore, no such written notice is required if all the members of the Board of Managers are present or represented during the meeting, and if they state to have been duly informed and to have had full knowledge of the agenda of the meeting.

The meetings of the Board of Managers shall be held at the registered office of the Company or at such other place as the Board of Managers may from time to time determine.

The Board of Managers can deliberate or act validly only if at least half (1/2) of its members are present or represented.

Resolutions are adopted with the approval of a majority of votes of the members present or represented at a meeting of the board of managers. The Chairman shall not have a casting vote.

Any manager may act at any meeting of the Board of Managers by appointing in writing, transmitted by facsimile, email or any other similar means of communication allowing for the transmission of a written text, another manager as his proxy. Any manager may represent one or several members of the Board of Managers.

One or more managers may participate in a meeting by conference call, videoconference or any other similar means of communication enabling all the persons participating in the meeting to simultaneously communicate with each other, and allowing an effective participation of all such persons in the meeting. Such participation is deemed equivalent to a physical presence at the meeting.

The Board of Managers may, unanimously, pass resolutions by circular means when expressing its approval in writing, by facsimile, e-mail or any other means of communication allowing for the transmission of a written text. These resolutions in writing shall have the same effect as resolutions passed at a meeting of the Board of Managers duly convened and held.

Such resolutions in writing are passed when signed by all managers on a single document or on multiple counterparts, a copy sent by mail, facsimile, e-mail or any other means of communication being sufficient proof thereof. The single document showing all the signatures or the entirety of signed counterparts, as the case may be, will form the instrument giving evidence of the passing of the resolutions, and the date of such resolutions shall be the date of the last signature.

Art. 13. Resolutions of the manager(s) - Minutes. The resolutions of the Board of Managers shall be recorded in writing. The minutes of any meeting of the Board of Managers will be held at the registered office of the Company and signed by the managers attending, or the Chairman of the meeting if a chairman has been appointed. If a Secretary has been appointed, he/she shall also sign the minutes. Any proxies will remain attached thereto.

If the Company has only one manager, the resolutions of the sole manager shall be recorded in minutes or drawn up in writing.

Copies or extracts of written resolutions or minutes, to be produced in judicial proceedings or otherwise, may be signed by the sole manager or by any two (2) managers acting jointly if the Company has several managers.

Art. 14. Management fees and Expenses. Subject to approval by the shareholder(s), the managers(s) may receive a management fee in respect of the carrying out of their management of the Company and may, in addition, be reimbursed for all other expenses whatsoever incurred by the managers in relation with such management of the Company or the pursuit of the object of the Company.

Art. 15. Conflicts of interest. If any of the managers of the Company has or may have any personal interest in any transaction of the Company, such manager shall disclose such personal interest to the other manager(s) and shall not consider or vote on any such transaction.

In case the Company has only one manager, transactions between the Company and the sole manager, who has such an opposing interest, must be recorded in writing and the records be disclosed to the shareholders.

The foregoing paragraphs of this article do not apply if (i) the relevant transaction is entered into under fair market conditions and (ii) falls within the ordinary course of business of the Company.

No contract or other transaction between the Company and any other company or firm shall be affected or invalidated by the mere fact that any one or more of the managers or any officer of the Company has a personal interest in, or is a manager, associate, member, shareholder, officer or employee of such other company or firm. Any person related as afore described to any company or firm with which the Company shall contract or otherwise engage in business shall not, by reason of such affiliation with such other company or firm, be automatically prevented from considering, voting or acting upon any matters with respect to such contract or other business.

Art. 16. Managers' liability - Indemnification. No manager commits himself, by reason of his functions, to any personal obligation in relation to the commitments taken on behalf of the Company.

Manager(s) are only liable for the performance of their duties.

Chapter IV. Shareholders

Art. 17. Powers of the shareholders. The shareholders exercise their collective rights in the general meeting of shareholders, which constitutes one of the Company's corporate bodies.

The general meeting of shareholders is vested with the powers expressly reserved to it by the Laws and the Articles of Association. Any regularly constituted general meeting of shareholders of the Company represents the entire body of shareholders.

If the Company is composed of several shareholders, but no more than twenty-five (25) shareholders, resolutions of the shareholders may be passed in writing, instead of holding a general meeting of shareholders. Written resolutions may be documented in a single document or in several separate documents having the same content and each of them signed by one or several shareholders.

Should such written resolutions be sent by the manager(s) to the shareholders for adoption, the shareholders are under the obligation to, within a time period of fifteen (15) calendar days from the dispatch of the text of the proposed resolutions, cast their written vote by returning it to the Company through any means of communication allowing for the transmission of a written text. The quorum and majority requirements applicable to the adoption of resolutions by the general meeting of shareholders shall mutatis mutandis apply to the adoption of written resolutions.

If the Company has only one shareholder, such shareholder shall exercise the powers of the general meeting of shareholders,

In such case and to the extent applicable and where the term "sole shareholder" is not expressly mentioned in these Articles of Association, a reference to the "general meeting of shareholders" used in these Articles of Association is to be construed as being a reference to the "sole shareholder".

The resolutions of the sole shareholder shall be recorded in minutes or drawn up in writing, and signed by the sole shareholder.

Art. 18. Annual general meeting. If the Company has more than twenty-five (25) shareholders, the annual general meeting of shareholders of the Company will be held within six (6) months from the end of the financial year.

Art. 19. Place of general meetings. General meetings of shareholders will be held in the municipality of the registered office of the Company or at such other place in the Grand Duchy of Luxembourg, and may be held abroad if, in the judgement of the manager(s), which is final, circumstances of force majeure so require.

Art. 20. Notice of general meetings. The general meeting of shareholders may at any time be convened by the manager(s), or by the statutory auditor(s), if any, or by shareholders representing in the aggregate more than half (1/2) of the issued capital of the Company.

The convening notice for any general meeting of shareholders must contain the agenda of the meeting, the place, date and time of the meeting, and such notice is to be sent to each shareholder by registered letter at least eight (8) days prior to the date scheduled for the meeting. The agenda for a general meeting of shareholders shall also, where appropriate, describe any proposed changes to the Articles of Association and, if applicable, set out the text of those changes affecting the object or form of the Company.

If all the shareholders are present or represented at a general meeting of shareholders and if they state that they have been duly informed of the agenda of the meeting, the meeting may be held without prior notice.

Art. 21. Attendance - Representation. All shareholders are entitled to attend and speak at any general meeting of shareholders.

A shareholder may act at any general meeting of shareholders by appointing in writing, transmitted by any means of communication allowing for the transmission of a written text, another person who need not be a shareholder himself, as a proxy holder.

Art. 22. Proceeding. A board of the meeting ("bureau") shall be formed at any general meeting of shareholders, composed of a chairman, a secretary and a scrutineer, each of whom shall be appointed by the general meeting of shareholders, and who need neither be shareholders, nor managers.

The board of the meeting shall especially ensure that the meeting is held in accordance with applicable rules and, in particular, in compliance with the rules in relation to convening, majority requirements, vote tallying and representation of shareholders.

An attendance list shall be kept at any general meeting of shareholders.

Art. 23. Vote. All resolutions shall be adopted by absolute majority of the votes cast, unless otherwise provided by these Articles of Association.

If such majority is not reached at the first meeting (or consultation in writing), the shareholders shall be convened (or consulted) a second time by registered letter, and resolutions shall be adopted, irrespective of the number of shares represented, by a simple majority of votes cast.

Art. 24. Amendment of the Articles of Association. At any general meeting of shareholders convened for the purpose of amending these Articles of Association or voting on resolutions whose adoption is subject to the quorum and majority requirements of an amendment to these Articles of Association, the majority requirements shall be a majority of shareholders in number representing at least three quarters (3/4) of the capital of the Company. If the Company has only one shareholder, these Articles of Association may be amended by a resolution of the sole shareholder.

Resolutions of the general meeting of shareholders changing the nationality of the Company may only be adopted at unanimity of the shareholders of the Company.

Art. 25. Minutes. The board of any general meeting of shareholders shall draw minutes of the meeting which shall be signed by the members of the board of the meeting as well as by any shareholder who requests to do so and shall be kept at the registered office of the Company.

Art. 26. Copies or Extract of minutes of meetings and Written resolutions. Copies or extracts of the written resolutions adopted by the shareholder(s) as well as of the minutes of the general meeting of shareholders to be produced in judicial proceedings or otherwise may be signed by the sole manager or by any two (2) managers acting jointly if the Company has several managers.

Chapter V. Supervision

Art. 27. Supervision of the Company. The operations of the Company may be supervised by one or several statutory auditors ("commissaires"). When the Company has more than twenty-five (25) shareholders, the operations of the Company shall be supervised by one or several statutory auditors. The statutory auditor(s) need not to be shareholders themselves.

When, according to the Laws, the Company's annual statutory and/or consolidated accounts must be audited by an authorized independent auditor ("réviseur d'entreprises agréé"), the appointment of a statutory auditor ceases to be mandatory, and the business of the Company and its financial situation shall be reviewed by one or more authorized independent auditors.

The statutory or independent auditor(s), if any, will be appointed by the shareholder(s), which will determine the number of such auditors and the duration of their mandate. They are eligible for re-appointment. They may be removed at any time, with or without cause, by a resolution of the shareholder(s), save in such cases where the authorized independent auditor may, as a matter of the Laws, only be removed for serious cause.

Chapter VI. Financial year, Financial statements, Distribution of profits

Art. 28. Financial year. The Company's financial year begins on the first day of January of each year and ends on the last day of December the same year.

Art. 29. Adoption of financial statements. At the end of each financial year, the accounts are closed and the manager(s) draw(s) up an inventory of assets and liabilities, the balance sheet and the profit and loss account, in accordance with the Laws.

The annual statutory and/or consolidated accounts are submitted to the shareholder(s) for approval within six (6) months from the end of the related financial year.

Each shareholder or its representative may peruse these financial documents at the registered office of the Company. If the Company is composed of more than twenty-five (25) shareholders, such right may only be exercised within a time period of fifteen (15) calendar days preceding the date set for the annual general meeting of shareholders.

Art. 30. Allocation of results. From the annual net profits of the Company, at least five per cent (5%) shall each year be allocated to the reserve required by law (the "Legal Reserve"). That allocation to the Legal Reserve shall cease to be compulsory as soon and as long as the Legal Reserve amounts to ten per cent (10%) of the issued capital of the Company. This allocation shall again be compulsory if the reserve falls below such ten per cent.

In case of a capital reduction, the Legal Reserve may be reduced in proportion so that it does not go below ten per cent (10%) of the capital of the Company.

After allocation to the Legal Reserve, the shareholder(s) shall determine how the remainder of the annual net profits will be disposed of by allocating the whole or part of the remainder to a reserve or to a provision, by carrying it forward to the next following financial year or by distributing it, together with carried forward profits, distributable reserves or share premium, to the shareholder(s), each share entitling to the same proportion in such distributions.

The general meeting of shareholders may proceed to the payment of Interim dividends, under the reservation that (i) Interim accounts have been drawn-up showing that sufficient funds are available, (ii) the amount to be distributed does not exceed total profits made since the end of the last financial year for which the annual accounts have been approved, plus any profits carried forward and sums drawn from reserves available for this purpose, less losses carried forward and any sums to be placed to reserve pursuant to the requirements of the law or of these Articles of Association, and (iii) the statutory auditor of the Company, if any, or the authorized independent auditor, as applicable, has stated in his/her report to the manager(s) that the first two conditions have been satisfied.

The share premium, if any, may be freely distributed to the shareholder(s) by a resolution of the shareholder(s) subject to any legal provisions regarding the inalienability of the capital of the Company and of the Legal Reserve.

Chapter VII. Dissolution, Liquidation

Art. 31. Dissolution, liquidation. The Company may be dissolved by a resolution of the shareholder(s) adopted by half of the shareholders holding three quarters (3/4) of the capital of the Company.

Should the Company be dissolved, the liquidation will be carried out by the manager(s), or such other persons (who may be physical persons or legal entities) appointed by the shareholder(s), who will determine their powers and their compensation.

After payment of all the debts of and charges against the Company, including the expenses of liquidation, the net liquidation proceeds shall be distributed to the shareholder(s) so as to achieve on an aggregate basis the same economic result as the distribution rules set out for dividend distributions.

Chapter VIII. Matters not provided

Art. 32. Matters not provided. All matters not governed by these Articles of Association shall be determined in accordance with the Laws, in particular the law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended.

The present Articles of Association have been worded in English followed by a French version; in case of discrepancies between the English and the French version, the English version will prevail.

Suit la traduction française de ce qui précède:

Chapitre 1^{er} . Forme, Dénomination, Durée, Siège, Objet

Art. 1^{er} . La Société. Il est formé par les présentes et par tout ceux qui deviendront détenteurs de parts sociales une société sous la forme d'une société à responsabilité limitée (la «Société») régie par les lois du Grand-Duché de Luxembourg (les «Lois») et par les présents statuts (les «Statuts»),

La Société adopte la dénomination «Mikado Holdings S.à r.l.».

Art. 2. Durée. La Société est constituée pour une durée illimitée.

Art. 3. Siège social. Le siège social de la Société est établi à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

Le siège social peut être transféré à tout autre endroit de la commune de Luxembourg par une décision du(des) gérant(s).

Des succursales ou d'autres bureaux peuvent être établis soit au Grand-Duché du Luxembourg ou à l'étranger par décision du(des) gérants.

Dans l'hypothèse où le(s) gérants estime(nt) que des événements extraordinaires d'ordre politique, économique ou social sont de nature à compromettre l'activité normale de la Société à son siège social ou la communication aisée avec ce siège ou entre ce siège et l'étranger ou que de tels événements se sont produits ou sont imminents, la Société pourra transférer provisoirement le siège social à l'étranger jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales. Ces mesures provisoires n'auront aucun effet sur la nationalité de la Société, laquelle, nonobstant ce transfert provisoire du siège, demeurera régie par les Lois. Ces mesures provisoires seront prises et portées à la connaissance de tout intéressé par le(s) gérant(s).

Art. 4. Objet. La Société a pour objet exclusif:

1. d'investir ses actifs dans des titres, en ce compris des actions et d'autres certificats de participation et des obligations ainsi que d'autres créances porteuses d'intérêts, sous quelque forme ou dénomination que ce soit;

2. d'obtenir:

- des revenus de l'aliénation ou de la location d'un droit d'utilisation de copyrights, brevets, dessins, formules ou procédés secrets, marques et autres droits de propriété analogue;

- des redevances, y compris de la location, de films cinématographiques ou de l'utilisation d'équipement industriel, commercial ou scientifique, ainsi que du fonctionnement d'une mine ou d'une carrière ou de toute autre extraction de ressources naturelles et d'autres biens immobiliers;

- des revenus d'une activité d'assistance technique.

3. d'investir ses actifs, directement ou indirectement dans des biens immobiliers, situés ou établis en dehors du Grand-Duché de Luxembourg.

Chapitre II. Capital, Parts sociales

Art. 5. Capital émis Le capital émis de la Société est fixé à TREIZE MILLE SIX CENT VINGT EUROS (EUR 13.620.-) divisé en TRENTE (30) parts sociales ayant une valeur nominale de QUATRE CENT CINQUANTE QUATRE EUROS (EUR 454.-) chacune, celles-ci étant entièrement libérées.

Les droits et obligations inhérents aux parts sociales sont identiques sauf stipulation contraire des Statuts ou des Lois.

En plus du capital émis, un compte prime d'émission peut être établi sur lequel seront transférées toutes les primes d'émission payées sur les parts sociales en plus de la valeur nominale. Le solde de ce compte prime d'émission peut être utilisé pour régler le prix des parts sociales que la Société a rachetées à ses associés, pour compenser toute perte nette réalisée, pour distribuer des dividendes aux associés ou pour affecter des fonds à la réserve légale.

Art. 6. Augmentation et Réduction du capital. Le capital émis de la Société peut être augmenté ou réduit, en une ou plusieurs fois, par une résolution de l'(des) associé(s) adoptée aux conditions de quorum et de majorité requises par les présents Statuts ou, le cas échéant, par les Lois, pour toute modification des présents Statuts.

Art. 7. Parts sociales. Le capital de la Société est divisé en parts sociales, chacune ayant la même valeur nominale.

Chaque part sociale donne droit à une (1) voix. La Société peut comporter un associé unique, propriétaire de la totalité des parts sociales, ou plusieurs associés, dans la limite de quarante (40) associés, à moins que les Lois ne l'autorisent.

La Société ne reconnaît qu'un (1) propriétaire par part sociale. Si la propriété de la part sociale est indivise, démembrée ou litigieuse, les personnes invoquant un droit sur la part sociale devront désigner un mandataire unique pour présenter l'action à l'égard de la Société. La Société aura le droit de suspendre l'exercice de tous les droits y attachés jusqu'à ce qu'une seule personne ait été désignée comme étant à son égard propriétaire.

Lorsque la Société compte plusieurs associés, les parts sociales sont librement cessibles entre eux. Entre vifs, les parts sociales ne peuvent être cédées à des non-associés qu'avec l'autorisation de la majorité des associés réunis en assemblée générale, en ce compris le cédant, représentant au moins les trois quart (3/4) du capital de la Société.

Sauf dispositions contraires prévues dans les Lois, les parts sociales ne peuvent être transmises à cause de mort à des non-associés qu'avec l'autorisation de la majorité des associés représentant au moins les trois quart (3/4) des droits appartenant aux survivants.

La Société pourra acquérir ses propres parts sociales pourvu que la Société dispose à cette fin de réserves distribuables ou des fonds suffisants. L'acquisition et la disposition par la Société de parts sociales détenues par elle dans son propre capital social ne pourra avoir lieu qu'en vertu d'une résolution de l'associé unique ou de l'assemblée générale et conformément aux conditions qui seront décidées par l'associé unique ou l'assemblée générale des associés.

Art. 8. Incapacité, Faillite ou Insolvabilité d'un associé. La mort, l'incapacité, la faillite, l'insolvabilité ou tout autre événement similaire affectant les associés ou, selon les cas, l'associé unique, n'entraîne pas la dissolution de la Société.

Chapitre III. Gérance

Art. 9. Gérant(s). La Société est gérée par un ou plusieurs gérants qui n'ont pas besoin d'être associés de la Société.

Lorsqu'il y a plusieurs gérants, les gérants forment ensemble le conseil de gérance (le «Conseil de Gérance»), l'organe social en charge de la gestion et de la représentation de la Société,

L'utilisation du terme «le(s) gérant(s)» réfère au Conseil de Gérance ou au gérant unique selon le cas.

Le ou les gérants sont nommés par l'associé unique ou l'assemblée générale des associés, selon les cas, qui déterminent leur nombre, la durée de leur mandat et leur éventuelle rémunération. Le ou les gérants peuvent être renommés et sont révocables à tout moment, avec ou sans motif, par une résolution de l'associé unique ou des associés, selon les cas.

L'(les) associé(s) ne participe(nt) pas, ni n'interfère(nt) avec la gestion de la Société.

Art. 10. Pouvoirs du(des) gérant(s). Le ou les gérants sont investis des pouvoirs les plus étendus pour accomplir tous les actes nécessaires ou utiles à la réalisation de l'objet social de la Société.

Tous les pouvoirs qui ne sont pas expressément réservés par les Statuts ou par les Lois aux associés ou à l'associé, selon les cas, relèvent de la compétence des gérants.

Art. 11. Délégation de pouvoirs - Représentation de la Société. Les gérants peuvent déléguer des pouvoirs ou des mandats spéciaux, ou confier des fonctions permanentes ou temporaires à des personnes ou des comités de leur choix.

La Société sera engagée vis-à-vis des tiers par la signature conjointe de deux gérants ou par la signature individuelle du gérant unique, si la Société ne compte qu'un seul gérant.

La Société sera également engagée vis-à-vis des tiers par la signature conjointe ou par la signature individuelle de toute personne à qui un pouvoir spécial de signature aura été délégué par les gérants, mais seulement dans les limites de ce pouvoir.

La nomination de mandataires est sujet à l'approbation de l'assemblée générale des associés.

Art. 12. Réunions du Conseil de Gérance. Dans l'hypothèse où un Conseil de Gérance est formé, les règles suivantes s'appliqueront.

Le Conseil de Gérance peut nommer parmi ses membres un président (le «Président»). Il peut également nommer un secrétaire qui n'a pas besoin d'être lui-même gérant et qui sera responsable de la tenue des procès-verbaux du Conseil de Gérance (le «Secrétaire»).

Le Conseil de Gérance se réunira sur convocation du Président. Une réunion du Conseil de Gérance doit être convoquée si deux (2) de ses membres le demandent.

Le Président présidera toutes les réunions du Conseil de Gérance, mais en son absence ou si aucun président n'a été nommé, le Conseil de Gérance peut désigner un autre membre du Conseil de Gérance comme président pro tempore par un vote à la majorité des gérants présents ou représentés à cette réunion.

Un avis écrit de toute réunion du Conseil de Gérance sera donné à tous les gérants au moins vingt-quatre (24) heures avant la date prévue pour la réunion, sauf s'il y a urgence, auquel cas la nature et les motifs de cette urgence seront mentionnés dans l'avis de convocation.

La convocation sera transmise par écrit, par télécopie, courrier électronique ou tout autre moyen de communication similaire. Cette convocation écrite indiquera la date, l'heure et le lieu de la réunion ainsi que l'ordre du jour et la nature des affaires à traiter.

Aucune convocation spéciale ne sera requise pour les réunions se tenant à des dates et des lieux déterminés préalablement par une résolution adoptée par le Conseil de Gérance.

Il pourra être passé outre cette convocation à la suite de l'assentiment de chaque gérant par écrit ou par télécopie, courrier électronique ou tout autre moyen de communication similaire.

En outre, il pourra être passé outre à cette convocation écrite si tous les gérants sont présents ou représentés et qu'ils confirment avoir été dûment informés et avoir eu connaissance de l'ordre du jour de la réunion du Conseil de Gérance.

Les réunions du Conseil de Gérance se tiendront au siège social de la Société ou à tout autre endroit que le Conseil de Gérance pourra déterminer de temps à autre.

Le Conseil de Gérance ne pourra valablement délibérer que si au moins la moitié (1/2) des gérants en fonction est présente ou représentée.

Les décisions seront prises à la majorité des voix des gérants présents ou représentés à cette réunion. Le Président ne dispose pas de voix prépondérante.

Tout gérant peut se faire représenter aux réunions du Conseil de Gérance en désignant par écrit, par télécopie, courrier électronique ou tout moyen de communication permettant la transmission d'un texte écrit, un autre gérant comme son mandataire. Tout gérant peut représenter un ou plusieurs membres du Conseil de Gérance.

Tout gérant peut prendre part à une réunion par conférence téléphonique, visioconférence ou tout autre moyen de communication similaire permettant aux personnes participant à la réunion de communiquer simultanément les uns avec les autres, et permettant une participation effective à la réunion. Une telle participation sera considérée équivalente à une présence physique à la réunion.

Le Conseil de Gérance pourra, à l'unanimité, prendre des résolutions par voie circulaire en exprimant son approbation au moyen d'un ou plusieurs écrits ou par télécopie, courrier électronique, ou tout moyen de communication permettant la transmission d'un texte écrit. Ces résolutions écrites auront la même valeur que les résolutions adoptées à une réunion du Conseil de Gérance dûment convoquée et tenue.

De telles résolutions écrites sont adoptées lorsqu'elles sont signées et datées par tous les gérants, sur un document unique ou sur de multiples exemplaires, une copie envoyée par télécopie, courrier électronique, ou tout moyen de communication permettant la transmission d'un texte écrit constituant une preuve suffisante. Le document unique sur lequel figurent toutes les signatures ou, selon les cas, l'ensemble des multiples exemplaires signés, constituant le procès verbal faisant preuve des résolutions adoptées, et la date de ces résolutions sera la date de la dernière signature.

Art. 13. Résolutions du (des) gérant(s) - Procès verbaux. Les résolutions du Conseil de Gérance doivent être consignées par écrit. Les procès-verbaux des réunions du Conseil de Gérance seront conservés au siège social de la Société et signés par les gérants présents, ou par le Président de la séance si un président a été désigné. Si un Secrétaire a été nommé, il signera également le procès verbal. Les procurations y resteront annexées.

Si la Société ne compte qu'un seul gérant, les résolutions du gérant unique seront inscrites sur un procès verbal ou consignées par écrit.

Les copies ou les extraits des résolutions écrites ou les procès-verbaux, destinés à être produits en justice ou ailleurs, pourront être signés par le gérant unique ou par deux (2) gérants agissant conjointement, si la Société compte plusieurs gérants.

Art. 14. Rémunération et dépenses. Sous réserve de l'approbation de l'(des) associé(s), les gérants peuvent recevoir une rémunération pour leur gestion de la Société et peuvent, de plus, être remboursés de toutes les dépenses qu'ils auront exposées en relation avec la gestion de la Société ou la poursuite de l'objet social de la Société.

Art. 15. Conflits d'intérêt. Si un ou plusieurs gérants a ou pourrait avoir un intérêt personnel dans une transaction de la Société, ce(s) gérants devra(devront) en aviser les autres gérants et il(s) ne pourra(pourront) ni prendre part aux délibérations ni émettre un vote sur une telle transaction.

Dans l'hypothèse d'un gérant unique, des opérations intervenues entre la Société et son gérant unique ayant un intérêt opposé à celui de la Société, doivent être consignées par écrit dans un procès-verbal qui sera communiqué à l'(aux) associé(s).

Les dispositions des alinéas qui précèdent ne sont pas applicables lorsque (i) l'opération en question est conclue à des conditions normales et (ii) si elle tombe dans le cadre des opérations courantes de la Société.

Aucun contrat ni autre transaction entre la Société et d'autres sociétés ou entreprises ne sera affecté ou invalidé par le simple fait qu'un ou plusieurs gérants ou tout fondé de pouvoir de la Société y a un intérêt personnel, ou est gérant, collaborateur, membre, associé, fondé de pouvoir ou employé d'une telle société ou entreprise. Toute personne liée de la manière décrite ci-dessus, à une société ou entreprise, avec laquelle la Société contractera ou entrera autrement en relations d'affaires, ne devra pas en raison de cette affiliation à cette société ou entreprise, être automatiquement empêchée de délibérer, de voter ou d'agir autrement sur une opération relative à de tels contrats ou transactions.

Art. 16. Responsabilité des Gérants - Indemnisation. Les gérants n'engagent pas leur responsabilité personnelle lorsque, dans l'exercice de leurs fonctions, ils prennent des engagements pour le compte de la Société.

Le(s) gérants(s) est(sont) uniquement responsable(s) de l'accomplissement de ses(leurs) devoirs.

Chapitre IV. Des associés

Art. 17. Pouvoirs des associés. Les associés exercent leurs droits collectifs en assemblée générale des associés, qui constitue un organe de la Société.

L'assemblée générale des associés exerce les pouvoirs qui lui sont dévolus par les Statuts et les Lois. Toute assemblée générale des associés régulièrement constituée représente l'ensemble des associés.

Si la Société compte plusieurs associés, mais pas plus de vingt-cinq (25) associés, les résolutions des associés peuvent être prises par écrit, à la place d'une assemblée générale des associés. Les résolutions écrites peuvent être constatées dans un seul ou plusieurs documents ayant le même contenu, signés par un ou plusieurs associés.

Dès lors que les résolutions à adopter ont été envoyées par le(s) gérant(s) aux associés pour approbation, les associés sont tenus, dans un délai de quinze (15) jours calendaires suivant la réception du texte des résolutions proposées, d'exprimer leur vote par écrit en le retournant à la Société par tout moyen de communication permettant la transmission d'un texte écrit. Les exigences de quorum et de majorité imposées pour l'adoption de résolutions par l'assemblée générale des associés s'applique mutatis mutandis à l'adoption de résolutions écrites.

Si la Société ne compte qu'un seul associé, celui-ci exerce les pouvoirs conférés par les Lois à l'assemblée générale des associés.

Dans la mesure où cela est applicable et lorsque les termes «associé unique» ne sont pas expressément mentionnés dans ces Statuts, toute référence à l'«assemblée générale des associés» dans ces Statuts doit s'interpréter comme étant une référence à l'«associé unique».

Les résolutions adoptées par l'associé unique seront inscrites sur un procès verbal ou consignées par écrit, et signées par l'associé unique.

Art. 18. Assemblée générale annuelle des associés. Si la Société compte plus de vingt-cinq (25) associés, l'assemblée générale annuelle des associés aura lieu dans les six (6) mois suivant la fin de l'exercice social.

Art. 19. Lieux des assemblées générales. Les assemblées générales des associés se tiendront dans la municipalité du siège social de la Société ou à tout autre endroit au Grand-Duché du Luxembourg, et pourront se tenir à l'étranger, chaque fois que des circonstances de force majeure, appréciées souverainement par le(s) gérant(s), le requièrent.

Art. 20. Convocation aux assemblées générales. Les associés peuvent aussi se réunir en assemblées générales, conformément aux conditions fixées par les Statuts ou les Lois, sur convocation des gérants, ou subsidiairement, du commissaire aux comptes (s'il en existe), ou plus subsidiairement, des associés représentant ensemble plus de la moitié (1/2) du capital émis de la Société.

La convocation envoyée aux associés indiquera l'ordre du jour de l'assemblée générale des associés, le lieu, la date et l'heure de l'assemblée générale, et devra être envoyée à chaque associé au moins huit (8) jours avant la date prévue pour la réunion. L'ordre du jour d'une assemblée générale d'associés doit également, si nécessaire, indiquer toutes les modifications proposées des Statuts et, le cas échéant, le texte des modifications relatives à l'objet social ou à la forme de la Société.

Si tous les associés sont présents ou représentés à une assemblée générale des associés et s'ils déclarent avoir été dûment informés de l'ordre du jour de l'assemblée, celle-ci peut se tenir sans convocation préalable.

Art. 21. Présence - Représentation. Tous les associés sont en droit de participer et de prendre la parole à toute assemblée générale des associés.

Un associé peut agir à une assemblée générale des associés en désignant par écrit, transmis par tout moyen de communication permettant la transmission d'un texte écrit, un mandataire qui n'a pas besoin d'être lui-même associé.

Art. 22. Procédure. Un bureau de l'assemblée générale sera constitué à l'occasion de chaque assemblée générale des associés et sera composé d'un président, d'un secrétaire et d'un scrutateur, chacun d'eux n'ayant pas besoin d'être gérant ou associé eux-mêmes et étant nommés par l'assemblée générale des associés.

Le bureau s'assure en particulier que l'assemblée est tenue conformément aux règles en vigueur, et en particulier conformément aux règles relatives à la convocation, aux exigences en matière de majorité, à la comptabilisation des votes et à la représentation des associés.

Une liste de présence sera tenue pour toute assemblée générale des associés.

Art. 23. Vote. Les résolutions seront adoptées par la majorité absolue des votes exprimés, sauf pour les cas divergents prévus dans les présents Statuts.

Si cette majorité n'est pas atteinte sur première convocation (ou consultation par écrit), les associés seront de nouveau convoqués (ou consultés) par lettre recommandée et les résolutions seront adoptées à la majorité simple, indépendamment du nombre de parts sociales représentées.

Art. 24. Modification des Statuts. Lors de toute assemblée générale des associés, convoquée en vue de la modification des présents Statuts ou du vote de résolutions dont l'adoption est soumise aux conditions de quorum et de majorité exigées pour toute modification des Statuts, la majorité exigée sera d'au moins la majorité en nombre des associés représentant au moins les trois quarts (3/4) du capital de la Société.

Si la Société ne compte qu'un seul associé, les présents Statuts peuvent être modifiés par une résolution de l'associé unique.

Les résolutions de assemblée générale des associés visant à changer la nationalité de la Société peuvent seulement être prises à l'unanimité des associés de la Société.

Art. 25. Procès-verbaux. Le bureau de toute assemblée générale des associés établira les procès-verbaux des assemblées générales, qui doivent être signés par les membres du bureau de l'assemblée générale et peuvent être signés par tous les associés qui en font la demande.

Art. 26. Copie ou extraits des procès-verbaux. Les copies ou extraits des résolutions écrites adoptées par les associés, ainsi que les procès-verbaux des assemblées générales à produire en justice ou ailleurs sont signés par le gérant unique ou par deux (2) gérants au moins agissant conjointement si la Société a plusieurs gérants.

Chapitre V. Supervision

Art. 27. Surveillance de la Société. Les opérations de la Société peuvent être surveillées par un ou plusieurs commissaires aux comptes. Lorsque la Société comprend plus de vingt-cinq (25) associés, les opérations de la Société doivent être vérifiées par un ou plusieurs commissaires aux comptes. Les commissaires aux comptes n'ont pas besoin d'être associés eux-mêmes.

Lorsque, conformément aux Lois, les comptes annuels et/ou les comptes consolidés de la Société doivent être vérifiés par un réviseur d'entreprises agréé, la nomination d'un commissaire aux comptes n'est plus nécessaire et les affaires de la Société et sa situation financière doivent être contrôlés par un ou plusieurs réviseurs d'entreprises agréés.

L'assemblée générale des associés ou, selon les cas, l'associé unique, nomme le(s) commissaire(s) aux compte(s) ou le(s) réviseur(s) d'entreprises indépendant(s), en fixant la durée de leur mandat. Leur mandat peut être renouvelé. Ils peuvent être révoqués à tout moment, avec ou sans motif, par une résolution de l'assemblée générale de l'(des) associé(s), sauf dans les cas où le réviseur d'entreprises agréé indépendant peut seulement, par dispositions des Lois, être révoqué pour motifs graves.

Chapitre VI. Exercice social, Comptes annuels, Distribution des bénéfices

Art. 28. Exercice social. L'exercice social de la Société commence le 1^{er} janvier de chaque année et s'achève le dernier jour de décembre de la même année.

Art. 29. Approbation des comptes annuels. A la clôture de chaque exercice social, les comptes sont arrêtés et le(s) gérant(s) dresse(nt) l'inventaire des divers éléments de l'actif et du passif ainsi que le compte de résultat conformément aux Lois.

Les comptes annuels et/ou les comptes consolidés sont soumis aux associés pour approbation dans les six (6) mois suivant la fin de l'exercice social y relatif.

Tout associé ou son mandataire peut prendre connaissance des documents comptables au siège social de la Société. Si la Société compte plus de vingt-cinq (25) associés, ce droit ne pourra être exercé que dans les quinze (15) jours calendaires qui précèdent l'assemblée générale annuelle des associés.

Art. 30. Distribution des bénéfices. Sur les bénéfices nets de la Société, Il sera prélevé au moins cinq pour cent (5%) qui seront affectés, chaque année, à la réserve légale (la «Réserve Légale»). Cette affectation à la Réserve Légale cessera d'être obligatoire lorsque et aussi longtemps que la Réserve Légale atteindra dix pour cent (10%) du capital émis de la Société, mais reprend du moment que ce montant est entamé.

En cas de réduction du capital social, la Réserve Légale peut être réduite en proportion de sorte qu'elle ne descende pas en dessous de dix pour cent (10%) du capital de la Société.

Après affectation à la Réserve Légale, les associés décident de l'affectation du solde des bénéfices annuels nets. Ils peuvent décider de verser la totalité ou une partie du solde à un compte de réserve ou de provision, en le reportant à l'exercice social suivant ou en le distribuant avec les bénéfices reportés, les réserves distribuables ou les primes d'émission, aux associés, chaque part sociale donnant droit à une même proportion dans ces distributions.

L'assemblée générale des associés pourra procéder à la distribution de dividendes intérimaires, sous réserve que (i) des comptes intérimaires ont été établis, démontrant suffisamment de fonds disponibles, (ii) le montant à distribuer n'excède pas la somme totale des bénéfices engrangés depuis la fin du dernier exercice social pour lequel les comptes annuels ont été approuvés, plus tous les bénéfices reportés et sommes reçues de réserves disponibles à cette fin, moins des pertes reportées et toutes les sommes qui doivent être mises à la réserve conformément aux dispositions de la loi ou des statuts présents, et (iii) le commissaire aux comptes de la Société, s'il y en a un, ou le réviseur d'entreprises agréé, selon les cas, a considéré dans son rapport au(x) gérant(s), que les deux premières conditions ont été satisfaites.

La prime d'émission, le cas échéant, peut être librement distribuée aux associés par une résolution de l'associé (des associés), sous réserve de toute disposition légale relative à l'inaliénabilité du capital de la Société et de la Réserve Légale.

Chapitre VII. Dissolution, Liquidation

Art. 31. Dissolution, Liquidation. La Société peut être dissoute par une décision prise par la moitié des associés possédant les trois quarts (3/4) du capital de la Société.

En cas de dissolution de la Société, la liquidation sera réalisée par le(s) gérant(s) ou toute autre personne (qui peut être une personne physique ou une personne morale) nommée par le ou les associés qui détermineront leurs pouvoirs et leurs émoluments.

Après paiement de toutes les dettes et charges de la Société, et de tous les frais de liquidation, le boni net de liquidation sera réparti équitablement entre le(s) associé(s) de manière à atteindre le même résultat économique que celui fixé par les règles relatives à la distribution de dividendes.

Chapitre VIII. Dispositions générales

Art. 32. Dispositions générales. Toutes les matières qui ne sont pas réglées par les présents Statuts seront réglées conformément aux Lois, en particulier à la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée.

Les présents Statuts ont été rédigés en langue anglaise, suivi d'une version française, en cas de divergences entre les textes anglais et français, le texte anglais primera.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils, le 26 février 2013. Relation: LAC/2013/8825. Reçu douze euros (EUR 12,-).

Le Receveur (signé): I. THILL.

POUR EXPEDITION CONFORME contenant 1 blanc bâtonné numéroté, délivrée aux fins de publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 27 février 2013.

Gérard LECUIT..

Référence de publication: 2013029958/959.

(130036230) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} mars 2013.

Solar Power Investment Co. S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2146 Luxembourg, 63-65, rue de Merl.

R.C.S. Luxembourg B 163.704.

CLÔTURE DE LIQUIDATION

Extrait de la résolution adoptée lors de l'assemblée générale extraordinaire tenue au siège de la société le 31 décembre 2012

- L'Assemblée décide de clôturer la liquidation de la société à la date du 31 décembre 2012;
- L'Assemblée décide que les livres et documents sociaux de la Société seront déposés et conservés au siège de la société pendant une période de cinq années, à partir de la date de publication de la clôture de liquidation de la société dans le Mémorial C, Journal Officiel du Grand-Duché de Luxembourg, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait sincère et conforme

SOLAR POWER INVESTMENT CO S.A.

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2013016013/18.

(130018516) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 janvier 2013.

Solarsoft Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1931 Luxembourg, 13-15, avenue de la Liberté.

R.C.S. Luxembourg B 138.967.

Nous vous prions de bien vouloir prendre note du changement d'adresse de Robb WARWICK et Nicholas KAISER, gérants A de la Société, comme suit:

- 338 Pier avenue, CA 90254 Hermosa Beach, Etats-Unis d'Amérique

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 30 janvier 2013.

Stijn CURFS

Mandataire

Référence de publication: 2013016014/15.

(130018839) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 janvier 2013.

Structured Solutions, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1720 Luxembourg, 4, rue Heinrich Heine.

R.C.S. Luxembourg B 150.669.

Die Bilanz zum 30. September 2012 und die Gewinn- und Verlustrechnung für das am 30. September 2012 abgelaufene Geschäftsjahr wurden beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, den 28. Januar 2013.

Für Structured Solutions

Die Zentralverwaltungsstelle:

Hauck & Aufhäuser Investment Gesellschaft S.A.

Référence de publication: 2013016018/14.

(130018657) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 janvier 2013.

Safindi, Société Anonyme.

Siège social: L-8399 Windhof (Koerich), 11, rue des Trois Cantons.

R.C.S. Luxembourg B 23.371.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Echternach, le 29 janvier 2013.

Référence de publication: 2013016019/10.

(130018466) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 janvier 2013.

Saggitarius Investments S.A., Société Anonyme.

R.C.S. Luxembourg B 51.358.

Orangefield (Luxembourg) S.A., ayant son siège social 40, avenue Monterey à L-2163 Luxembourg, a dénoncé tout office de domiciliation fourni à la société:

SAGGITARIUS INVESTMENTS S.A.

enregistrée au RCS de Luxembourg sous le numéro B51 358,

et ce avec effet immédiat.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 18 janvier 2013.

Orangefield (Luxembourg) S.A.

Référence de publication: 2013016020/14.

(130018324) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 janvier 2013.

Same Day Consulting, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1940 Luxembourg, 370, route de Longwy.

R.C.S. Luxembourg B 81.552.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

STRATEGO INTERNATIONAL SàRL

Fiduciaire

Référence de publication: 2013016022/11.

(130018507) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 janvier 2013.

Sayo Holding S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 160.643.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Un mandataire

Référence de publication: 2013016024/10.

(130018751) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 janvier 2013.

LAD Invest Soparfi S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1660 Luxembourg, 32, Grand-rue.

R.C.S. Luxembourg B 168.065.

—
DISSOLUTION

L'an deux mille douze, le vingt et un décembre.

Par-devant Maître Pierre PROBST, notaire de résidence à Ettelbruck, soussigné.

A comparu:

Monsieur Pascal DUMOULIN, informaticien, né à Ottignies (B) le 23 mars 1967, demeurant à B-3401 Waasmont, 14, Kabinestraat.

ici représenté par Monsieur Daniel REDING, expert-comptable, demeurant professionnellement à Ettelbruck, 45, avenue Salentiny;

en vertu d'une procuration sous seing privée datée du 18.12. 2012, laquelle procuration, après avoir été signée «ne varietur» par le comparant et le notaire instrumentaire, restera annexée au présent acte pour être enregistrée avec lui;

Le comparant a exposé au notaire instrumentant ce qui suit:

Le comparant est l'unique propriétaire des parts sociales de la société à responsabilité limitée LAD INVEST SOPARFI S.à r.l. (B 168.065) (matr: 2012 2411 258), ayant son siège social à L-1660 Luxembourg, 32, Grand'rue, créée par un acte passé par-devant Maître Paul Decker, notaire de résidence à Luxembourg, le 27 mars 2012 et publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 1226 du 16 mai 2012;

et dont le capital social est fixé à douze mille cinq cents (12.500,-) euros, représenté par cent (100) parts sociales de cent vingt-cinq euros (125,-) euros chacune;

2) L'activité commerciale de la société a cessé;

3) Siégeant en assemblée générale extraordinaire modificative des statuts de la société, le comparant prononce la dissolution anticipée de la société avec effet immédiat;

4) Il se désigne comme liquidateur de la société, et en cette qualité, requiert le notaire d'acter que tout le passif de la société est réglé tandis que le passif en relation avec la clôture de la liquidation est dûment provisionné et qu'enfin, par rapport à un éventuel passif de la société actuellement inconnu et donc non encore payé, il assume irrévocablement l'obligation de le payer de sorte que tout le passif de la société est réglé;

5) L'actif restant est attribué à l'associé;

6) La liquidation de la société est à considérer comme faite et clôturée;

7) Décharge pleine et entière est donnée au gérant.

8) Les livres et documents de la Société seront conservés pendant cinq (5) ans au siège social de la société.

Pour les publications et dépôts à faire, tous pouvoirs sont donnés au porteur d'une expédition des présentes.

Liquidation

Le mandataire déclare au nom et pour compte du bénéficiaire économique que l'objet de la société à liquider ne servira pas à des activités constituant une infraction visée aux articles 506-1 du Code Pénal et 8-1 de la loi modifiée du 19 février 1973 concernant la vente de substances médicamenteuses et la lutte contre la toxicomanie (blanchiment) ou des actes de terrorisme tels que définis à l'article 135-1 du Code Pénal (financement du terrorisme) et que la société à liquider ne s'est pas livrée à de telles activités.

Dont acte, fait et passé à Ettelbruck.

Et après lecture faite et interprétation donnée au comparant, il a signé avec Nous, notaire, le présent acte.

Signé: Daniel REDING, Pierre PROBST.

Enregistré à Diekirch, Le 21 décembre 2012. Relation: DIE/2012/15401. Reçu soixante-quinze euros (75,- €).

Le Receveur p.d. (signé): Recken.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la société sur demande et aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Ettelbruck, le 16 janvier 2013.

Référence de publication: 2013008713/50.

(130009897) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 janvier 2013.